

Données et bilans de FranceAgriMer

> janvier 2017

La filière lait de vache Bilan 2016



Le marché mondial du lait de vache

› Un ralentissement de la collecte mondiale de lait de vache à partir du mois de juin

Sur les onze premiers mois de l'année, la collecte mondiale, représentée par la production de cinq grandes zones productrices (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Argentine, Union européenne), est équivalente à celle de l'année précédente (- 0,2 %).

Au cours du 1^{er} trimestre, la collecte s'est établie 2,7 % au-dessus du niveau enregistré au cours du 1^{er} trimestre 2015 (+ 1,92 million de tonnes). Cette croissance s'est produite sous l'impulsion de l'Union européenne (+ 5,4 %) et dans une moindre mesure des États-Unis (+ 1,0 %), ces deux régions compensant les replis constatés dans les trois autres pays producteurs. Mais la tendance s'est ralentie en avril et mai, jusqu'à s'inverser totalement à partir du mois de juillet, du moins dans l'Union européenne (cf. partie « Marché européen » pour plus de détails).

Aux **États-Unis**, la production laitière a été soutenue par un marché intérieur robuste, caractérisé par une reprise de la consommation de produits laitiers : de récentes études ont en effet montré que la matière grasse contenue dans les produits laitiers peut être bénéfique à la santé, ce qui a redonné confiance aux consommateurs en ces produits. En outre, la baisse des coûts de l'alimentation pour le bétail a permis aux éleveurs de conserver une certaine stabilité de leurs marges, ce qui n'a pas été le cas dans tous les pays producteurs de lait. Ces conditions plutôt favorables ont conduit à une augmentation de la collecte de lait de vache de 1,5 % sur les onze premiers mois de l'année (+ 1,3 million de tonnes). Bien qu'en croissance tout au long de l'année, la collecte de lait des États-Unis n'a pas permis de compenser les replis observés dans les autres zones.

En **Argentine**, la filière a été fortement pénalisée par la crise laitière, qui s'est traduite par une chute du prix du lait, dans un contexte économique global difficile, lié notamment à une augmentation des coûts de production : hausses du prix du maïs et du prix de l'essence. Le climat n'a pas amélioré la situation puisque de fortes pluies ont touché le pays au mois d'avril, provoquant des inondations et la perte d'un grand nombre de vaches. Des exploitations laitières ont été contraintes d'arrêter leur activité. La collecte argentine de lait de vache a ainsi enregistré un repli de 12,4 % sur onze mois (- 1,2 million de tonnes), tombant au plus bas niveau observé depuis 2009.

La durée de la crise a également impacté les pays océaniques. En **Nouvelle-Zélande**, les prix du lait sont tombés à des niveaux très bas, entraînant des difficultés de trésorerie pour les éleveurs. À cela se sont ajoutés des problèmes d'alimentation du bétail, la pousse de l'herbe pendant l'hiver ayant été inférieure aux moyennes habituellement enregistrées ; mais les coûts de production élevés ont réduit les capacités des producteurs à avoir recours à des aliments achetés pour compléter les rations de leurs vaches. La hausse saisonnière de la collecte a été impactée par de fortes pluies, dans l'île du nord en particulier : la production a ralenti, de 5,5 % en octobre 2016 par rapport à octobre 2015, puis de 4,5 % en novembre. Sur les onze premiers mois de l'année, le recul de la collecte néozélandaise est de 1,9 % (- 350 milliers de tonnes).

L'**Australie** n'a pas été épargnée puisque la collecte a reculé de 7,2 % en cumul sur onze mois (- 654 milliers de tonnes). Le phénomène El Nino a persisté durant une bonne partie de l'année, provoquant un été sec et long. L'hiver 2016 qui a suivi a en revanche connu des records de pluviométrie, dans le centre et l'est du pays en particulier (dont les deux principales régions productrices de lait, New South Wales et Victoria). Ces pluies ont permis de réduire les déficits de réserves d'eau liés à plusieurs années de sécheresse, ont profité aux productions végétales mais ont impacté la conservation des fourrages et ont parfois causé des dégâts directs par des inondations. Les producteurs ont également dû faire face à une détérioration de leurs marges (avec des variations d'une région à l'autre) en raison d'une dévalorisation du prix du lait et des coûts de production élevés.

D'autres pays ont également enregistré des replis de leur production de lait de vache. C'est notamment le cas en Amérique du Sud. On retrouve en **Uruguay** les problèmes climatiques (pluies et inondations). Dans ce pays, la filière laitière a également dû faire face à la concurrence de la filière viande. Les prix de la viande bovine ont en effet été élevés, dans un contexte de conditions commerciales à l'export difficiles pour les produits laitiers : les abattages de vaches ont ainsi progressé de près de 8 % sur les sept premiers mois de l'année par rapport à 2015. La collecte uruguayenne a diminué de 11,1 % en cumul sur janvier – novembre 2016 par rapport à la même période de 2015 (- 207 milliers de tonnes).

Le repli de la collecte a été plus modéré au **Brésil**, mais s'est tout de même élevé à - 5,4 % sur les trois premiers trimestres. Le phénomène El Nino a provoqué dans le sud du pays de fortes pluies, ce qui a impacté l'alimentation du bétail. Le centre-ouest et le nord-est du territoire ont été confrontés à une sécheresse qui a affecté les rendements laitiers. Les éleveurs ont vu leurs marges se resserrer, en raison de l'augmentation des coûts de production : de l'alimentation (maïs, son de soja, suppléments minéraux), de l'énergie et du combustible, de la main d'œuvre, ce qui en a conduit certains à réduire la taille de leur troupeau, voire à arrêter

leur activité. Ainsi, malgré une nette revalorisation du prix du lait en cours d'année (+ 60 % entre janvier et août en monnaie locale), la collecte n'a pas montré de signe de reprise.

› Le repli de la demande mondiale entraîne un ralentissement des échanges de poudres

Sur les dix premiers mois de l'année, les échanges mondiaux de produits laitiers, représentés par les exportations des principales régions productrices (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Argentine, Union européenne), affichent des évolutions divergentes selon les produits. Si le commerce de beurre et de fromages a été dynamique (respectivement + 8,4 % et + 5,1 %), celui de poudres de lait écrémé et de poudres grasses a ralenti par rapport à 2015 (respectivement - 5,8 % et - 1,6 %). Alors que les échanges ont été modérés sur le début de l'année, notamment pour les poudres grasses, le raffermissement de la demande a permis par la suite d'inverser la tendance. Toutefois, le déficit particulièrement marqué sur les exportations de poudres de lait écrémé jusqu'en août n'a pas pu être compensé par l'amélioration des ventes constatée à l'automne.

Les échanges de beurre ont été tirés par les principaux exportateurs, à savoir la Nouvelle-Zélande (+ 4,1 % en cumul sur dix mois) et l'Union européenne (+ 25 % sur la même période). L'Australie, 3^e exportateur, a en revanche réduit ses ventes de 9 %. En ce qui concerne les fromages, l'Union européenne a conforté sa place de leader sur le marché mondial avec une hausse de 13 % des expéditions (+ 77 000 tonnes environ), alors que les États-Unis (- 13 %) ont cédé leur deuxième place à la Nouvelle-Zélande (+ 9,1 %). Malgré des volumes qui restent encore confidentiels (3 % des fromages vendus par les cinq principaux exportateurs), l'Argentine a développé ses expéditions sur ce produit en 2016, alors que des baisses ont pu être observées sur les ventes de ses autres produits industriels (beurre et poudres). Le marché des poudres grasses est toujours dominé par la Nouvelle-Zélande (65 % des volumes totaux exportés), malgré un repli de 2,7 % en cumul sur les dix premiers mois de l'année. Faut de débouchés, les deux premiers exportateurs de poudre de lait écrémé, l'Union européenne et les États-Unis, ont réduit leurs expéditions de 17 % et 1 % respectivement (soit - 100 000 tonnes pour ces deux pays). L'Australie a également connu un fort repli de ses ventes (- 20 %, ce qui représente environ 33 000 tonnes de moins qu'en 2015). Ces fortes baisses n'ont pu être compensées par la Nouvelle-Zélande, seul exportateur ayant connu une dynamique positive pour la poudre de lait écrémé (+ 15 %, soit + 46 000 tonnes).

La situation est restée compliquée avec la **Russie**, qui a prolongé son embargo avec la plupart des grands pays exportateurs (dont Union européenne, États-Unis, Australie) jusqu'au 31 décembre 2017. Mais au-delà de l'embargo, les achats russes ont également été limités par le repli de la demande interne. La crise économique qui touche le pays ainsi que la dévalorisation du rouble ont réduit le pouvoir d'achat des consommateurs : les russes ont orienté leurs approvisionnements vers les produits les moins onéreux (lait conditionné, crème fraîche, yaourts), y compris les produits contenant de la matière grasse végétale. Le marché des fromages a ainsi subi une baisse de la consommation.

La baisse du prix du baril de pétrole a impacté les pays pétroliers (Proche et Moyen-Orient, Afrique du Nord), en réduisant leurs capacités d'importation. L'**Algérie** a de fait ralenti ses importations de poudres : les achats de poudre de lait écrémé ont reculé de 25 % en cumul sur les dix premiers mois de l'année (- 30 600 tonnes), ceux de poudre grasse de 8,5 % (- 17 000 tonnes) et ceux de poudre infantile de près de 8 % (- 1 660 tonnes). Cette situation, négative pour les exportateurs (dont l'Union européenne, premier fournisseur du marché algérien), a l'avantage de favoriser la production locale. Le gouvernement algérien a d'ailleurs pris conscience de cette évolution et a mis en œuvre de mesures concrètes pour développer les cultures fourragères et augmenter la production laitière : importation et acquisition de semences fourragères, production d'ensilage et de fourrages enrubannés... l'objectif étant que les productions fourragères remplacent progressivement les terres laissées en jachère (estimées à 300 000 ha). De plus, le gouvernement a revu à la hausse les subventions accordées à la filière laitière en 2016. À long terme, ces mesures devraient permettre d'augmenter la production nationale de poudres et donc de réduire leurs importations.

En revanche, les prix particulièrement bas des produits industriels sur le marché mondial ont rendu les productions des grands exportateurs particulièrement compétitifs par rapport aux prix des produits locaux de certains pays. C'est notamment le cas du **Brésil** : la hausse du prix du lait dans ce pays a entraîné une hausse des prix des produits fabriqués, ce qui a rendu la filière brésilienne plus fragile face aux produits importés, dont la part dans la consommation nationale a augmenté. Les approvisionnements du Brésil en poudre de lait écrémé ont progressé de 8 % sur les onze premiers mois (+ 2 400 tonnes) ; ceux de poudre grasse doublé sur la même période, tout comme les importations de fromages. Bien que moins importantes, les importations de matière grasse ont été multipliées par 3,5 sur la même période. Au **Japon**, la forte appréciation du yen a rendu les importations plus compétitives et plus accessibles pour les consommateurs japonais, aux dépens des produits nationaux.

› Une amélioration des prix des produits industriels sur la seconde moitié de l'année, puis des prix du lait payé aux producteurs

L'année a débuté avec des niveaux très modestes des prix des produits industriels sur le marché mondial, suite à la dégradation observée en 2015. La tendance s'est poursuivie sur les premiers mois de l'année 2016, en raison d'un décalage entre une collecte mondiale en croissance et une demande à l'export en repli. Le point le plus bas a été atteint dans le courant du mois d'avril : les cours du beurre en Océanie sont tombés à 2 242 €/t, ceux de la poudre de lait écrémé à 1 491 €/t et ceux de la poudre grasse à 1 763 €/t.

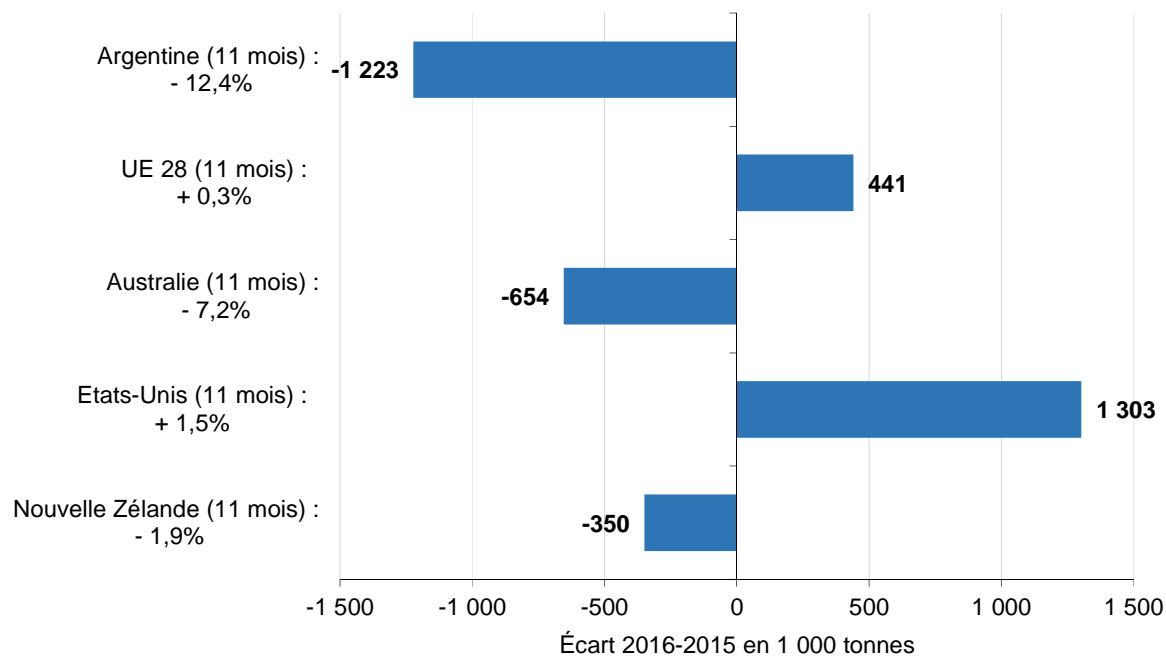
Le retournement de situation progressif, que ce soit sur la collecte, qui a connu un ralentissement à partir de juin, ou la demande, qui a montré petit à petit plus de dynamisme, a permis de stabiliser les cours, avant de constater une nette évolution haussière. Le phénomène a d'abord pu être observé sur les cours des matières grasses, tirés à la hausse entre autres par la reprise de la consommation de beurre (étatsunienne par exemple) et de fromages. Le prix du beurre sur le marché mondial a enregistré une croissance soudaine et rapide, dépassant même les niveaux maximaux constatés en 2013 à l'automne (4 117 €/t sur le marché océanien en semaine 51) : le marché a été caractérisé par une pénurie de matière grasse (donc de beurre) sur la fin de l'année, qui a également affecté les fabrications de poudres grasses. Même si elle a été moins prononcée, les prix de la poudre grasse ont aussi affiché une croissance (+ 75 % entre la semaine 19 et la fin de l'année pour la poudre grasse océanienne), sans toutefois retrouver les plus hauts niveaux de 2013. Le redressement des cours a été observé enfin sur les fromages « export » (ou fromages dits « ingrédients » : edam, gouda, cheddar). Les États-Unis sont un cas particulier puisque la consommation dynamique de beurre a freiné la baisse du prix, qui est resté en moyenne supérieur à 4 000 €/t au fil des mois.

La situation est différente pour la poudre de lait écrémé, dont les volumes disponibles ont été abondants tout au long de l'année, malgré une mise à l'intervention massive (354 831 tonnes) de la part des pays membres de l'Union européenne et un recours au stockage privé. La chute des cours entamée au début de l'année 2014 s'est poursuivie jusqu'en avril 2016, avant une remontée plus modérée que celle observée sur les autres produits industriels. En Océanie, le prix de la poudre de lait écrémé s'est établi à 2 230 €/t en fin d'année.

L'amélioration de la situation sur le marché mondial des produits laitiers a permis de stopper la chute des prix du lait qui avait pu être constatée dans la plupart des grands pays producteurs laitiers.

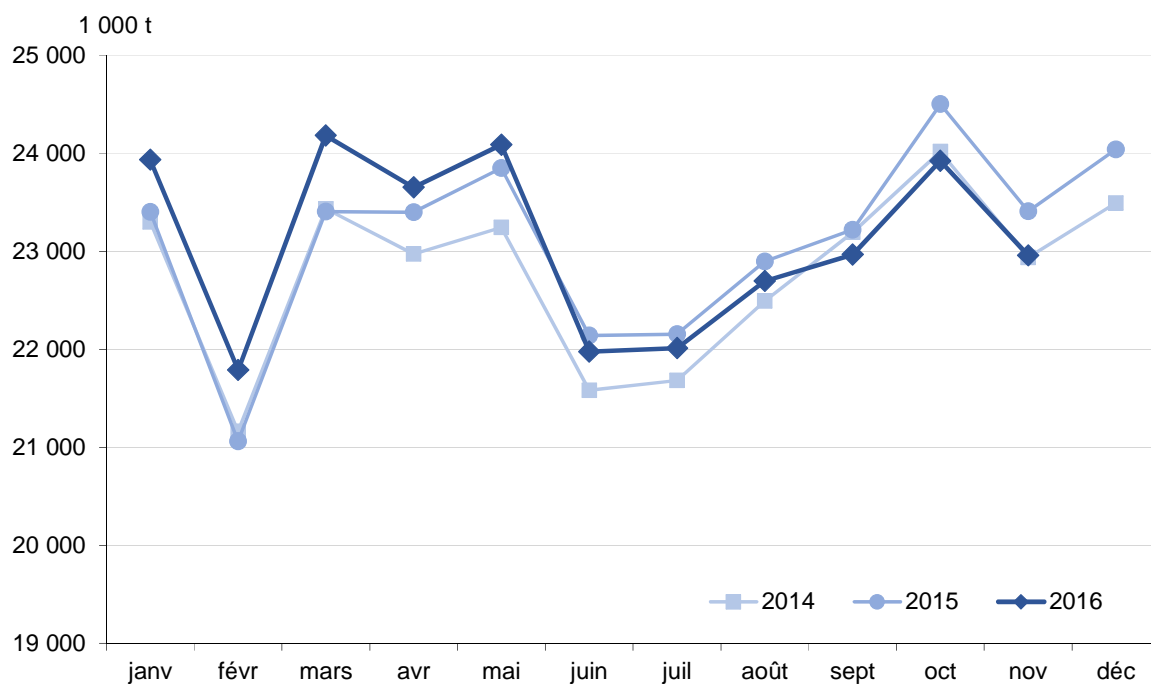
C'est notamment le cas en Nouvelle-Zélande, où les prix se sont effondrés en 2015 et début 2016, devenant même momentanément inférieurs à 200 €/t. Particulièrement précoce (car datant de mars), la hausse, d'abord lente, s'est progressivement affirmée : le prix du lait a ainsi atteint 330 €/t en novembre 2016. Le constat a été le même en Amérique du Sud : le prix du lait en Argentine est tombé à 177 €/t en février 2016 avant de se redresser et de gagner plus de 100 €/t en neuf mois (282 €/t en novembre). La situation a été légèrement différente aux États-Unis où la demande nationale a évité la chute des prix du lait, qui sont restés stables au-dessus de 300 €/t la quasi-totalité de l'année, comme en 2015.

Évolution de la collecte entre 2015 et 2016 dans les principaux pays producteurs



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Collecte mondiale de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2012	2013	2014	2015	2016	% 16/15
Poudre 0 %						
FOB Océanie	2 459,9	3 190,4	2 795,9	1 944,8	1 802,3	-7,3
FOB Europe de l'Ouest	2 365,2	2 930,0	2 679,2	1 812,8	1 775,9	-2,0
Beurre						
FOB Océanie	2 577,4	2 912,2	2 803,9	2 858,7	2 940,9	2,9
FOB Europe de l'Ouest	3 036,9	3 720,2	3 365,9	2 912,6	3 160,3	8,5
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 512,9	3 407,8	2 807,2	2 222,8	2 192,1	-1,4
FOB Europe de l'Ouest	2 755,7	3 374,5	3 090,7	2 306,0	2 265,5	-1,8
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	986,8	996,6	983,9	787,1	681,5	-13,4
Cheddar						
FOB Océanie	2 972,8	3 176,4	3 349,5	2 996,7	2 793,8	-6,8

Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



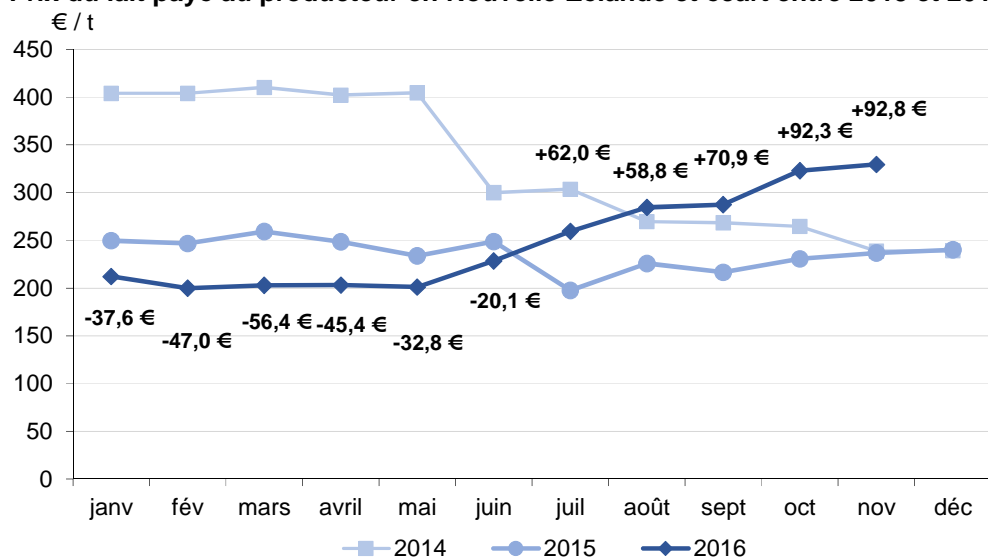
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



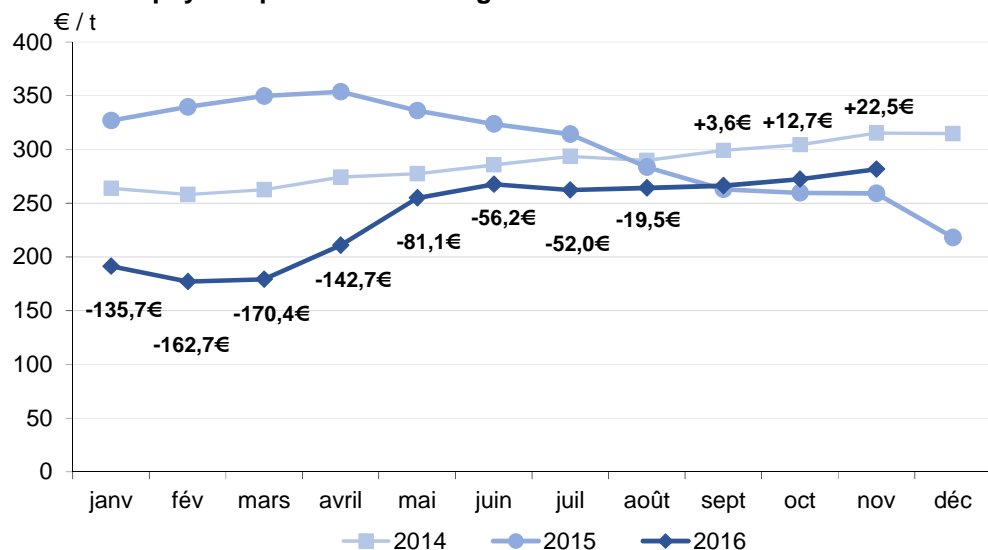
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écart entre 2015 et 2016



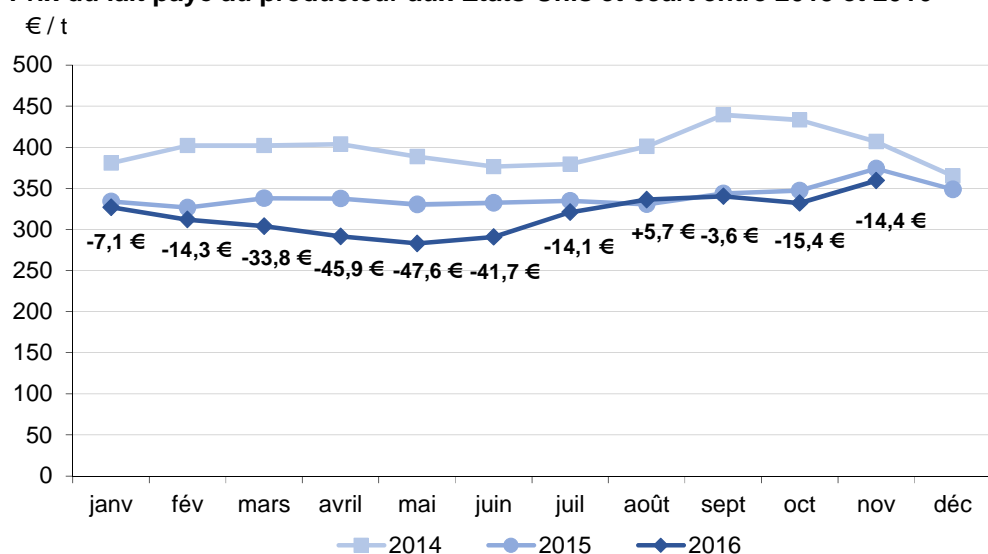
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur en Argentine et écart entre 2015 et 2016



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur aux États-Unis et écart entre 2015 et 2016



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Le marché européen du lait de vache

› Le cheptel de vaches laitières se stabilise en fin d'année 2015

L'enquête de cheptel de décembre 2015 affiche un nombre de vaches laitières stable pour l'ensemble de l'Union européenne à 28 (+ 0,2 %). Alors que le cheptel a reculé dans les 12 derniers États membres ayant adhéré à l'Union européenne (- 1,4 %), il a progressé pour la quatrième année consécutive dans les anciens États membres de l'UE à 15 (+ 1,1 %). Cependant, les trois premiers pays en termes de cheptel de vaches laitières montrent une diminution de leurs effectifs, plus ou moins prononcée toutefois (- 0,3 % pour l'Allemagne, - 1,1 % pour la France et - 5,1 % pour la Pologne). La nette progression du troupeau de vaches laitières entre décembre 2014 et décembre 2015 dans d'autres pays témoigne au contraire de leur stratégie de développement de leur collecte de lait : + 9,9 % en Irlande, + 6,6 % aux Pays-Bas, + 4,2 % au Danemark, + 1,9 % au Royaume-Uni et en Belgique... du moins avant la prolongation de la crise sur l'ensemble de l'année 2016.

› L'évolution de la collecte européenne s'inverse en milieu d'année

Le 1^{er} trimestre de l'année 2016 a été marqué par une forte croissance de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne (+ 5,4 %, soit + 1,93 million de tonnes). Cette évolution est particulièrement marquée en raison de la baisse de la collecte au 1^{er} trimestre 2015, derniers mois de la dernière campagne sous le régime des quotas laitiers : de nombreux pays, parmi lesquels de gros producteurs, avaient été contraints de freiner leur production en fin de campagne pour limiter leurs dépassements et donc leurs pénalités. La situation a changé en 2016, les éleveurs n'étant pas contraints dans leurs volumes dans la plupart des pays (la France faisant exception avec le système de contrats entre producteurs et laiteries) : la croissance de la collecte, observée depuis le début de la campagne 2015/16, s'est ainsi poursuivie jusqu'au mois de mars. Sur l'ensemble de la campagne, le volume de lait collecté s'est établi à 153,3 millions de tonnes, en croissance de 3,6 % (+ 5,3 millions de tonnes) par rapport à la campagne 2014/15.

La collecte de lait de vache européenne est restée sur une évolution haussière, même si moins prononcée, jusqu'au mois de mai. La tendance s'est inversée au mois de juin, quand de nombreux pays ont enregistré un repli de leur production (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pologne, Royaume-Uni...). Les replis se sont accentués au fil des mois, touchant un nombre d'États de plus en plus important. En août, parmi les grands producteurs, seuls l'Irlande et les Pays-Bas affichaient encore une croissance des volumes par rapport à 2015 ; en septembre, uniquement les Pays-Bas ; et au cours des deux derniers mois de l'année, la collecte néerlandaise a retrouvé le niveau de novembre et décembre 2015.

La crise, qui dure depuis le milieu de l'année 2014 et qui s'est traduite par un repli du prix du lait, a entraîné des problèmes de trésorerie pour les producteurs laitiers dans tous les États membres, plus ou moins rapidement néanmoins, en fonction de leurs systèmes de production par exemple. Dans ces circonstances, certains éleveurs ont choisi de réformer des vaches afin de combler leur déficit de trésorerie. D'autres ont été contraints de cesser totalement leur activité laitière. Ces phénomènes se sont traduits par une augmentation des abattages de vaches (races laitières et allaitantes confondues) de 6,7 % en têtes sur la période janvier – octobre 2016 par rapport à la même période de 2015 pour l'ensemble de l'Union européenne à 28 (de 5,8 % pour l'UE à 15).

Le facteur climatique a renforcé le repli de la collecte. En effet, l'été a été marqué par une sécheresse, qui a eu un impact immédiat sur la production de lait des vaches, en raison de la faiblesse de la pousse des prairies, et un impact à plus long terme lié aux moindres récoltes de fourrages, que ce soit en quantité et en qualité. Les éleveurs rencontrent depuis des difficultés pour équilibrer leurs rations et cette situation pourrait durer jusqu'au printemps 2017 et la mise à l'herbe des animaux.

L'aide communautaire à la réduction volontaire de production laitière mise en place en septembre 2016, pour une application sur le 4^e trimestre 2016, n'a probablement pas eu d'effet direct sur la collecte. Le repli observé a été dû à d'autres facteurs (prix du lait, fourrages...) et cette aide, à laquelle les producteurs européens ont nettement eu recours, semble avoir été plus une opportunité de compensation financière de la baisse des volumes qu'un moteur de réduction de la production.

Sur les huit premiers mois de la campagne 2016/17, la collecte de l'Union européenne à 28 a enregistré un repli de 1,4 % (- 1,49 million de tonnes). Les pays ayant le plus fortement contribué à cette baisse (en volume) sont le Royaume-Uni (- 666 milliers de tonnes), la France (- 606 milliers de tonnes) et l'Allemagne (- 405 milliers de tonnes). Sur onze mois en 2016, grâce au dynamisme affiché au 1^{er} trimestre, la collecte européenne a atteint 139 millions de tonnes, en légère progression par rapport à 2015 (+ 0,3 %).

› Une croissance des fabrications de produits laitiers industriels

Malgré la baisse récente de la collecte européenne, les fabrications de la plupart des produits laitiers ont progressé en 2016. Grâce à une reprise de la demande, et donc des exportations, l'accent a été mis sur les fabrications de **beurre**, qui se sont développées de 3,7 % en cumul sur onze mois (+ 71,6 milliers de tonnes). Parmi les cinq principaux producteurs de fromages, seule la France a enregistré un repli de ses fabrications. L'Allemagne, l'Irlande, la Pologne et les Pays-Bas expliquent quant à eux environ 55 % de la croissance en volume.

Ces fabrications de beurre ont été accompagnées de fabrications de **poudre de lait écrémé**, également orientées à la hausse (+ 4,8 % sur onze mois, ce qui représente 66,1 milliers de tonnes supplémentaires). Il s'agit de la troisième année consécutive d'augmentation. À l'exception de la France dont les fabrications ont reculé, les quatre autres principaux producteurs de poudre de lait écrémé (Allemagne, Belgique, Pologne, Irlande) ont fabriqué 72,2 milliers de tonnes supplémentaires, plus que la hausse de l'ensemble de l'Union européenne.

Après le repli constaté en 2015 (- 5,6 % par rapport à 2014), la tendance s'est inversée en 2016 et les fabrications de **poudre grasse** sont reparties à la hausse (+ 4,4 % sur onze mois, soit + 25 600 tonnes). Les Pays-Bas, premiers producteurs, expliquent à eux seuls la croissance de l'ensemble de l'Union européenne puisque leurs fabrications ont augmenté de 32 900 tonnes entre janvier et novembre. Le pays a d'ailleurs détrôné la France du rang de numéro 1 sur ce produit en 2015 et confirme ce nouveau statut en 2016. La France est également talonnée par l'Allemagne (119 milliers de tonnes contre 116 milliers pour l'Allemagne), suite à une augmentation de 8,3 % de la production allemande alors que les fabrications françaises ont diminué de 0,5 %.

Les **fromages** ont également été concernés par une hausse de leurs volumes, de 1,7 % sur onze mois, ce qui correspond à 141,7 milliers de tonnes supplémentaires fabriquées. C'est surtout au début de l'année qu'a eu lieu la croissance, le 1^{er} trimestre 2015 ayant été particulièrement en repli. Les trois premiers pays producteurs de fromages (France, Allemagne, Italie) ont enregistré des baisses de leurs fabrications ; la croissance a été permise d'abord par l'Espagne, les Pays-Bas et le Danemark, dont les volumes supplémentaires expliquent 96 % de la croissance affichée par l'ensemble de l'Union européenne.

Si les fabrications de produits industriels ont progressé en 2016, la tendance a été différente pour la crème et le lait de consommation. Après un repli de 2,8 % en 2015 des fabrications de **lait conditionné**, les volumes fabriqués se sont stabilisés en cumul sur onze mois (- 0,2 %) à 27,6 millions de tonnes. Le Royaume-Uni, premier fabricant de lait conditionné, a réduit sa production de 2,4 % (soit de 152 milliers de tonnes environ), baisse compensée par d'autres pays : Allemagne et Espagne notamment, respectivement 2^e et 3^e producteurs. Les fabrications de **crème** ont enregistré une légère baisse sur la même période : - 0,9 % (- 23,3 milliers de tonnes), qui fait suite à une progression de 4,8 % en 2015. Si l'Allemagne et la France ont augmenté leurs volumes de crème produits, le Royaume-Uni, 3^e producteur, a réduit ses fabrications de 11,2 % sur la période de janvier à novembre 2016, soit de plus de 33 milliers de tonnes, une baisse plus importante que celle de l'ensemble de l'Union européenne à 28.

› Des exportations européennes dynamiques sur les fromages et le beurre

Les exportations européennes ont été guidées en 2016 par la demande. Si elle a été plutôt dynamique sur les matières grasses, grâce à une consommation de beurre en croissance aux États-Unis, une demande plus ferme en beurre et fromages en Asie, l'évolution a été tout autre sur les protéines, et notamment la poudre de lait écrémé. Concernant les poudres, ce sont particulièrement les pays dépendant de la vente de pétrole (Algérie, Égypte, Proche et Moyen-Orient) qui ont ralenti leurs approvisionnements sur la majeure partie de l'année. La remontée des cours du pétrole a permis de stopper la tendance en fin d'année.

Les États membres de l'Union européenne sont cependant parvenus à trouver des débouchés pour les produits industriels. Les pays de la zone euro ont notamment bénéficié d'une compétitivité prix avec le dollar américain et le dollar néozélandais encore en faveur de l'euro, même si l'avantage à la monnaie européenne s'est réduit par rapport aux années précédentes. Le taux de change de l'euro s'est établi en moyenne à 1,108 US\$ sur 2016, pour tomber à 1,047 US\$ en semaine 52 (le plus bas niveau sur l'année 2016).

L'autre avantage de l'Union européenne est qu'elle disposait de disponibilités en croissance sur l'ensemble des produits industriels. Cela n'a pas forcément été le cas pour les pays océaniques, qui exportent une forte proportion de leurs fabrications, mais dont la collecte a diminué en 2016. Les États-Unis quant à eux, en raison d'un développement de leur marché local, sont devenus des importateurs nets de beurre en 2015 (- 16,9 milliers de tonnes) et le déficit s'est encore accentué en 2016 (- 20,8 milliers de tonnes sur la période de janvier à novembre). Sur les fromages, même s'ils restent exportateurs nets, le solde de leurs échanges n'a cessé de diminuer depuis 2014 (il est passé de 118,5 milliers de tonnes en 2014 à 76,8 milliers de tonnes sur janvier-novembre 2016). Les États-Unis sont donc moins qu'avant des acteurs des échanges mondiaux de « matières grasses ».

Les exportations de **beurre** de l'Union européenne à 28 (hors échanges intra-communautaires) ont progressé de 21,2 % en 2016 comparativement à 2015, ce qui représente 40,3 milliers de tonnes supplémentaires. Dans le même temps, les importations de l'UE ont reculé (pour la seconde année consécutive) de 3 500 tonnes environ (- 13,5 %). En conséquence, le solde positif des échanges de beurres européens s'est à nouveau amélioré, dépassant 200 000 tonnes. Les ventes de beurre se sont inscrites sur des niveaux supérieurs à ceux de 2015 tout au long de l'année, à l'exception d'octobre, où un repli a pu être constaté. La croissance de la demande est venue aussi bien de pays d'Asie (Indonésie, Hong-Kong, Chine) que d'Afrique du Nord (Maroc), du Moyen-Orient (Arabie Saoudite) ou des États-Unis.

Après une diminution en 2014 et 2015, les exportations de **fromages** sont reparties à la hausse en 2016 (+ 12,6 %), s'améliorant de 90,8 milliers de tonnes. Les importations se sont également développées mais la hausse s'est limitée à moins de 11 400 tonnes, permettant une amélioration du solde des échanges sur ces produits. Les ventes ont été supérieures à celles de l'année précédente tout au long de l'année (de 4 à près de 11 000 tonnes selon les mois), grâce à une demande dynamique de la part de l'Asie (Corée du Sud, Japon), de l'Afrique du Nord (Algérie, Égypte), du Proche-Orient (Irak), de l'Amérique du Nord (Mexique, États-Unis). Également orientée à la hausse (+ 4,5 %, soit + 25 300 tonnes), les exportations de **lactosérum** ont été tirées par la demande asiatique principalement : Indonésie, Malaisie, Philippines, Corée du Sud, Vietnam, la croissance des importations de ces cinq pays étant supérieure à celle de l'ensemble des pays tiers. Malgré une légère augmentation des importations européennes, le solde des échanges de lactosérum a progressé en 2016, pour la seconde année consécutive.

En revanche, les exportations de poudres se sont dégradées, plus fortement pour les poudres de lait écrémé (- 16,6 %, soit - 114 milliers de tonnes) que pour les poudres grasses (- 1,0 %, soit - 3 800 tonnes). Alors que les ventes de **poudre grasse** étaient en hausse en cumul sur les huit premiers mois de l'année, la chute observée au cours des trois mois suivants explique le repli global. Sur ce produit, la concurrence avec la Nouvelle-Zélande, leader mondial, est forte et les principaux clients de l'Union européenne ont réduit leurs approvisionnements : Oman, Algérie, Chine, Arabie Saoudite. Les importations en hausse du Liban, du Mali et du Koweït n'ont pas permis de compenser ces pertes. Les exportations européennes de **poudre de lait écrémé** affichent un fort repli entre mars et septembre par rapport aux niveaux constatés en 2015. L'Algérie, première destination de la poudre de lait écrémé européenne, a réduit ses achats de 25 %, l'Égypte de 24 % ; ce pays perd d'ailleurs sa place de 2^e client, dépassé par l'Indonésie, qui a légèrement développé ses importations, et par la Chine. De nombreux pays asiatiques ont réduit leurs importations : Japon, Malaisie, Pakistan, Singapour, Thaïlande, Chine, tout comme le Mexique.

Le décalage entre des fabrications de poudre de lait écrémé en hausse et des exportations de ce même produit en repli a entraîné un déséquilibre sur le marché communautaire. Afin de gérer ces excédents et de limiter la chute des cours de la poudre de lait écrémé, la Commission européenne a offert la possibilité pour les États membres de mettre des volumes à l'intervention dans le courant de l'année 2015, et jusqu'à la fin de l'année 2016, sans interruption. Les opérateurs ont eu massivement recours à cette mesure et le plafond a été augmenté à deux reprises, pour être finalement fixé à 350 000 tonnes en juin. Les volumes mis à l'intervention ont atteint 296 306 tonnes fin juillet, auxquels s'ajoutent 78 525 tonnes stockées par adjudications (en avril et juin 2016). La France compte pour 18,5 % des volumes totaux, devant la Belgique (18,3 %) et l'Allemagne 16,9 %. Suite à une stabilisation de la situation (baisse de la collecte et période de creux de collecte, pas de mise à l'intervention depuis plusieurs mois, orientation des prix à la hausse), la Commission européenne a annoncé fin novembre sa volonté de remettre sur le marché 22 000 tonnes de poudre de lait écrémé (mise en stock avant le 15 novembre 2015), via des offres par adjudications, à partir du 13 décembre 2016.

› Les prix des produits industriels repartent à la hausse sur la seconde moitié de l'année...

Au cours des premiers mois de l'année, l'afflux de lait européen a pesé lourdement sur les marchés, renforçant leur déséquilibre, dans un contexte de demande en baisse. Les prix des produits industriels ont de fait poursuivi la décroissance entamée en 2014 et confirmée au cours de l'année 2015. Seuls les prix de la poudre de lait écrémé se sont stabilisés, au niveau du prix d'intervention, grâce à la mise en place de cette mesure de stockage. Le prix du beurre a atteint son plus bas niveau au début du mois de mai, passant sous la barre des 2 500 €/t. Le prix de la poudre grasse est tombé à 1 915 €/t dans le courant du mois d'avril et celui du lactosérum est resté inférieur à 600 €/t au cours des cinq premiers mois de l'année, tombant même à 535 €/t début mai. Le constat a été identique pour les fromages ingrédients, leur valeur chutant au fil des mois pour atteindre un point bas au mois de mai.

Le repli de la collecte mondiale à partir du mois de juin a été suivi d'un redressement progressif des cours des produits industriels. L'impact a été observé sur la matière grasse dans un premier temps, qui s'est rapidement trouvée en situation de déficit sur le marché. En vingt semaines, le prix du beurre a dépassé 4 000 €/t (début octobre), pour s'établir à 4 274 €/t à la fin de l'année, dépassant le pic constaté en 2013. En moyenne sur l'année, le prix du beurre a été supérieur de 6,1 % au prix moyen de 2015.

Le prix de la poudre grasse a également été orienté à la hausse, moins prononcée toutefois que pour le beurre, pour passer la barre de 3 000 €/t au mois de décembre. Avec une moyenne annuelle de 2 336 €/t, le prix de la poudre grasse reste malgré tout inférieur de 2,8 % à la moyenne de 2015.

Après avoir atteint des niveaux particulièrement bas, le prix du lactosérum s'est redressé, jusqu'à une valeur de 940 €/t en octobre, grâce notamment à une demande à l'exportation dynamique. Il s'est stabilisé autour de 900 €/t sur les deux derniers mois de 2016. La forte croissance du prix sur le second semestre a permis de limiter la baisse à 7,0 % par rapport à la moyenne de 2015.

C'est également la demande, combinée à la baisse de la production laitière, qui a permis l'inversion de tendance des prix des fromages ingrédients destinés à l'exportation. Le cheddar, l'edam et le gouda ont ainsi connu une rapide et forte revalorisation, leurs prix augmentant respectivement de 32 %, 56 % et 44 % entre le début du mois de mai et la fin de l'année.

La hausse a été la plus modeste pour la poudre de lait écrémé, en raison d'une offre trop abondante par rapport à la demande. L'effet du ralentissement de la collecte a néanmoins pu être constaté sur les prix à partir du mois d'août, le seuil des 2 000 €/t étant passé début octobre. L'annonce de la Commission européenne de remettre sur le marché des volumes de poudre de lait écrémé stockés à l'intervention à partir du 13 décembre a fait craindre une réaction baissière sur les prix, mais elle n'a été que passagère. À la fin de l'année, le prix de la poudre de lait écrémé a atteint 2 083 €/t, pour une moyenne annuelle de 1 783 €/t, en repli de 4,0 % par rapport à la moyenne annuelle de 2015.

› ... entraînant dans leur sillage les prix du lait payés aux producteurs

Les prix du lait dans l'Union européenne ont suivi en début d'année la tendance sur laquelle ils s'étaient inscrits depuis début 2014. Ils sont tombés à des niveaux qui n'étaient pas très éloignés de ceux observés lors de la précédente crise en 2009. Le minimum enregistré avait alors été de 244 €/t, contre 257 €/t en juillet 2016. L'évolution a été la même dans tous les États membres de l'Union européenne, avec des prix passés en-dessous de 300 €/t partout.

La reprise a été consécutive à celle des prix des produits et a été observable au mois d'août. Elle est la conséquence d'un ensemble de facteurs : un repli de la collecte, une demande plus dynamique de la part des pays importateurs, une remontée des prix des produits. Cette hausse des prix s'est confirmée au fil des mois. En octobre, le prix moyen dans l'Union européenne a dépassé 300 €/t (303,43 €/t). Les Pays-Bas montrent une remontée spectaculaire sur le 4^e trimestre, pour un prix du lait de 375 €/t en décembre (+ 125 €/t par rapport à août 2016). Le prix irlandais s'est également rapidement redressé, passant de 235 €/t en juin 2016 à 367,5 €/t en décembre 2016. La reprise est plus lente en revanche au Royaume-Uni, où le prix est resté inférieur à 300 €/t jusqu'à la fin de l'année.

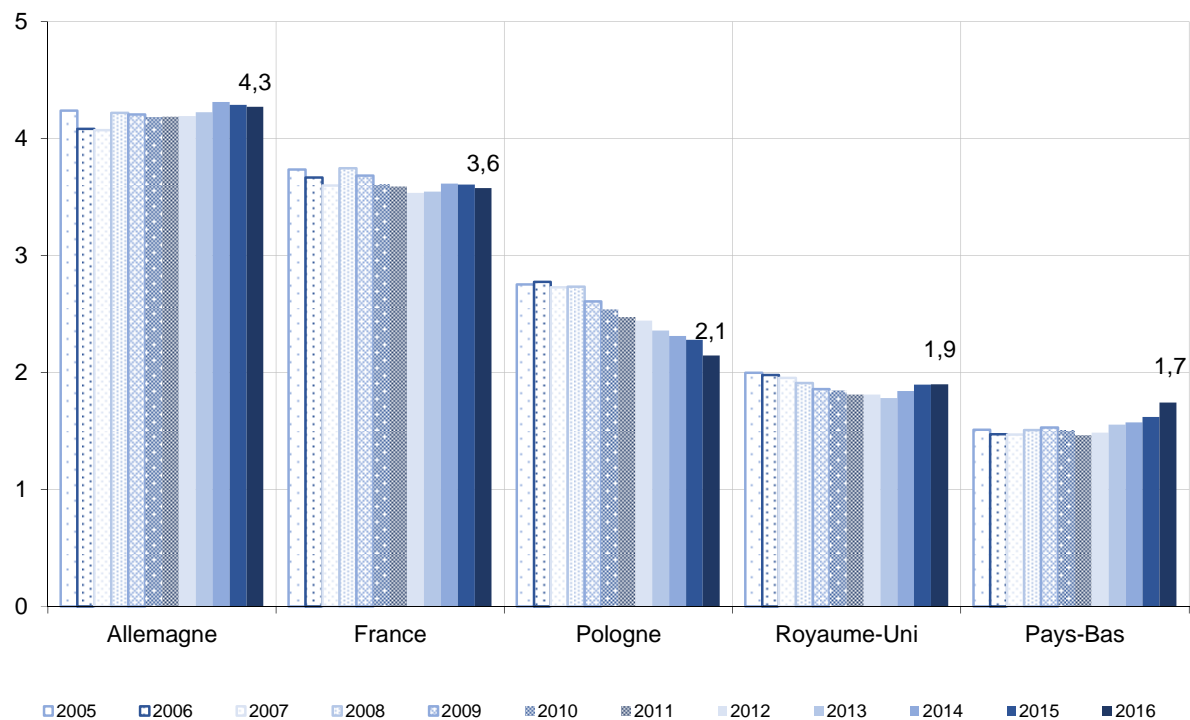
Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

1 000 têtes	2012	2013	2014	2015	2016	% 16/15
Allemagne	4 191	4 223	4 311	4 287	4 272	-0,3
France	3 536	3 545	3 615	3 606	3 576	-0,8
Pologne	2 441	2 361	2 310	2 279	2 146	-5,8
Royaume-Uni	1 812	1 782	1 841	1 895	1 897	0,1
Pays-Bas	1 484	1 553	1 572	1 622	1 743	7,5
Irlande	1 141	1 163	1 226	1 296	1 398	7,9
Roumanie	1 188	1 208	1 207	1 216	1 216	0,0
Espagne	836	823	876	853	827	-3,0
Danemark	582	576	563	561	572	2,0
Autriche	529	524	534	540	536	-0,6
Belgique	509	510	522	524	522	-0,4
Suède	348	346	344	338	331	-2,2

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

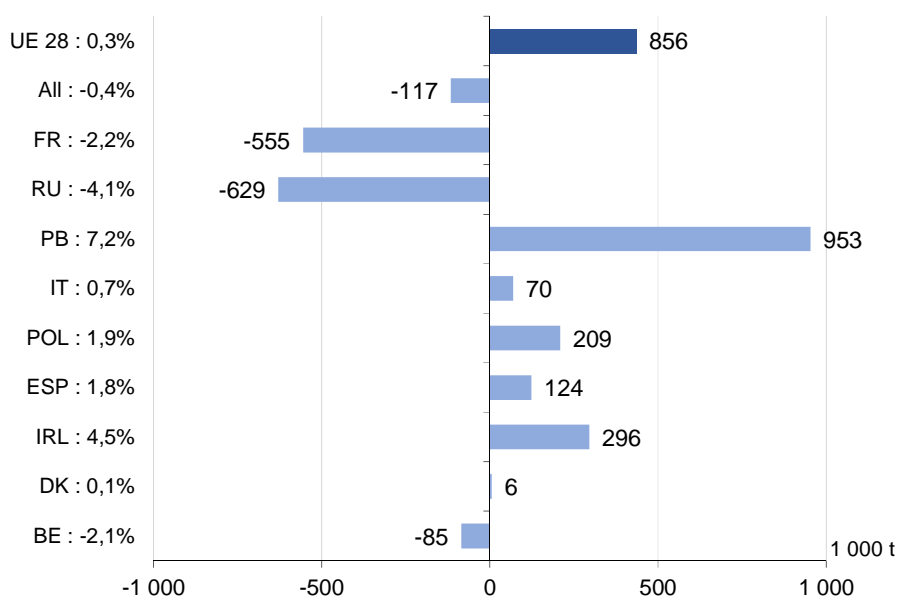
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Allemagne	29 702	30 314	31 389	31 483	31 366	-0,4
Autriche	2 964	2 933	3 067	3 103	3 095	-0,2
Belgique	3 072	3 475	3 689	3 988	3 903	-2,1
Danemark	4 916	5 025	5 113	5 278	5 284	0,1
Espagne	5 997	6 305	6 601	6 720	6 844	1,8
Finlande	2 254	2 287	2 357	2 394	2 386	-0,3
France	24 534	23 988	25 308	25 374	24 667	-2,8
Grèce	664	652	619	612	619	1,0
Irlande	5 380	5 560	5 816	6 585	6 881	4,5
Italie	10 004	10 397	11 024	10 641	10 711	0,7
Luxembourg	277	287	306	333	361	8,7
Pays-Bas	11 676	12 213	12 473	13 331	14 284	7,2
Portugal	1 855	1 777	1 863	1 928	1 845	-4,3
Royaume-Uni	13 591	13 687	14 829	15 191	14 562	-4,1
Suède	2 861	2 868	2 931	2 933	2 863	-2,4
UE 15	119 745	121 767	127 386	129 894	129 672	-0,2
Chypre	153	157	164	162	194	19,7
Estonie	665	689	730	720	715	-0,8
Hongrie	1 398	1 364	1 470	1 536	1 542	0,4
Lettonie	718	736	805	808	813	0,7
Lituanie	1 360	1 339	1 436	1 438	1 413	-1,7
Malte	41	41	43	42	43	3,3
Pologne	9 843	9 921	10 581	10 869	11 078	1,9
Rép. tchèque	2 446	2 382	2 414	2 500	2 771	10,8
Slovaquie	851	827	844	865	824	-4,7
Slovénie	535	517	532	554	574	3,6
NEM 10	18 012	17 973	19 018	19 494	19 968	2,4
Bulgarie	497	495	510	505	526	4,2
Roumanie	884	879	995	916	949	3,6
Croatie	602	504	523	513	491	-4,4
NEM 2/3	1 381	1 878	2 028	1 935	1 966	1,6
UE 27/28	139 139	141 618	148 431	151 323	151 606	0,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB (UE à 27 en 2012, UE à 208 à partir de 2013)

Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2016* (par rapport à 2015)



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

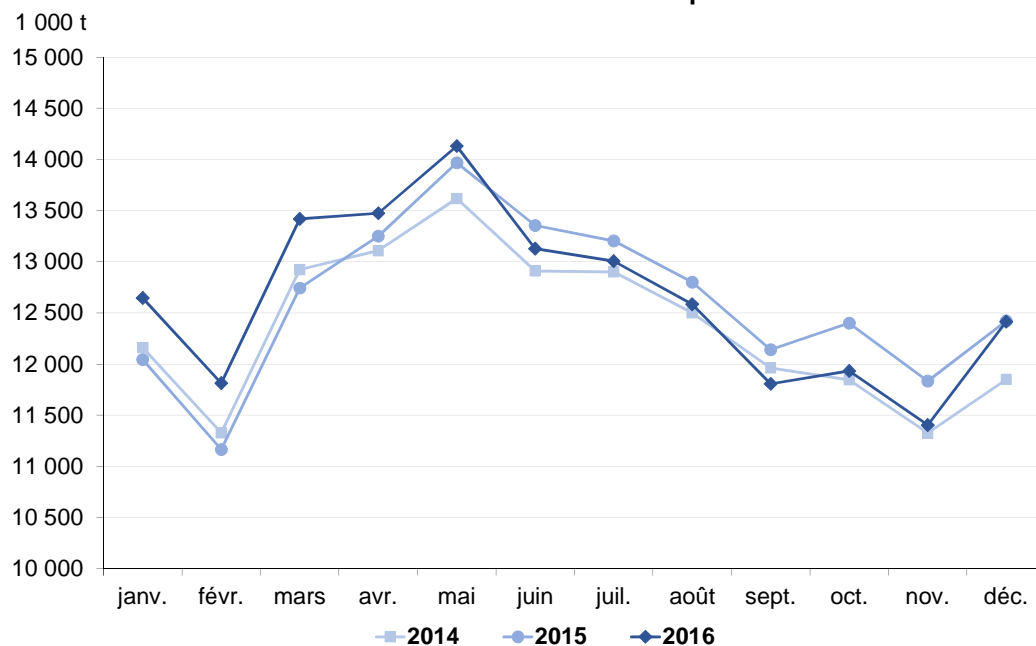
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
<i>Collecte</i>	139 139	141 618	148 431	151 323	151 606	0,2
Beurre	1 929	1 914	2 011	2 104	2 162	2,8
Poudre 0 % MG	1 085	1 057	1 398	1 504	1 555	3,5
Poudre grasse	557	618	685	644	671	4,1
Fromages	8 489	8 690	8 763	8 911	9 040	1,4
Lait de consommation	35 542	35 661	35 099	34 120	33 978	-0,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et AMI (UE à 27 en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

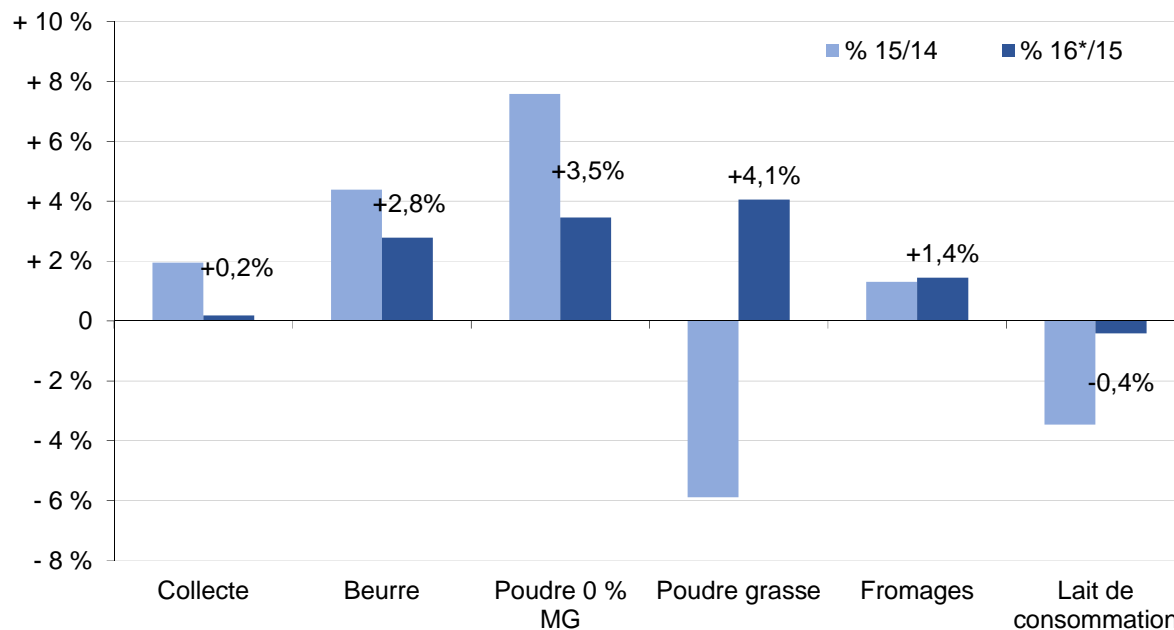
Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 28



Décembre 2016 estimé

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et AMI

Évolution de la collecte et des fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et AMI

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne, par catégories

Beurre

1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Allemagne	489	491	489	517	518	0,1
France	410	393	445	447	438	-2,1
Irlande	145	152	166	187	199	6,0
Pologne	162	164	171	188	203	8,2
Pays-Bas	133	133	141	148	155	5,0
Royaume-Uni	140	145	140	145	149	3,1
Italie	94	98	101	94	93	-0,9
UE 27/28	1 929	1 914	2 011	2 104	2 162	2,8

Poudre 0%

1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Allemagne	314	316	357	400	430	7,5
France	314	292	443	457	433	-5,4
Belgique	101	106	138	152	169	11,1
Pologne	105	98	147	141	141	-0,4
Irlande	45	41	61	99	119	20,0
Pays-Bas	66	65	65	69	70	2,0
Danemark	39	46	40	34	47	36,4
UE 27/28	1 085	1 057	1 398	1 504	1 555	3,5

Poudre grasse

1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Pays-Bas	121	128	140	136	172	26,7
Allemagne	88	114	116	121	129	6,6
France	92	107	146	132	130	-1,1
Danemark	106	93	89	89	87	-2,7
Suède	36	43	51	46	32	-30,4
Belgique	48	51	51	40	33	-15,8
Pologne	31	34	38	34	33	-2,9
UE 27/28	557	618	685	644	671	4,1

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Allemagne	2 240	2 258	2 298	2 320	2 292	-1,2
France	1 860	1 872	1 796	1 783	1 729	-3,1
Italie	985	1 043	1 063	1 010	1 007	-0,2
Pays-Bas	764	793	772	845	891	5,4
Pologne	719	744	760	785	810	3,2
Royaume-Uni	389	384	408	434	430	-1,0
Danemark	303	323	369	390	431	10,5
UE 27/28	8 489	8 690	8 763	8 911	9 040	1,4

Lait de consommation

1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Royaume-Uni	6 883	6 992	7 164	6 854	6 688	-2,4
Allemagne	5 254	5 162	5 251	4 980	4 983	0,1
France	3 632	3 668	3 391	3 299	3 258	-1,2
Espagne	3 613	3 636	3 527	3 335	3 570	7,1
Italie	2 552	2 563	2 548	2 453	2 459	0,2
Pologne	1 511	1 593	1 590	1 650	1 657	0,4
Suède	867	843	810	815	800	-1,8
UE 27/28	35 542	35 661	35 099	34 120	33 978	-0,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et AMI (UE à 27 en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

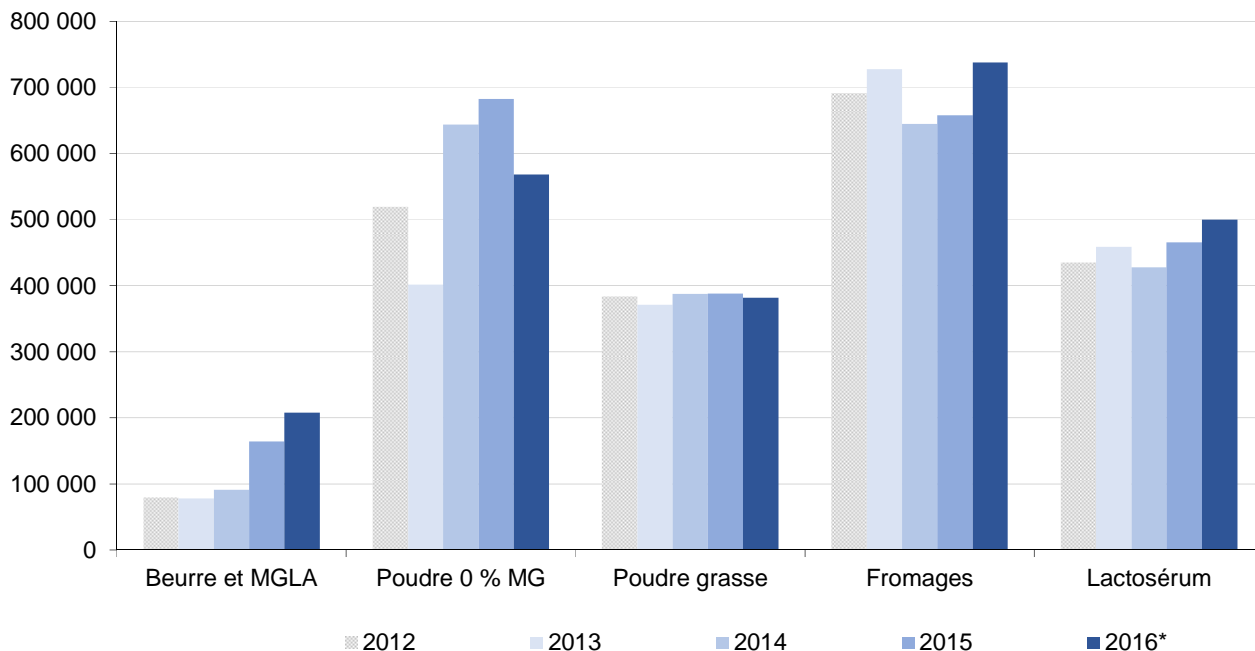
1 000 tonnes	2012	2013	2014	2015	2016*	%16*/15
EXPORTATIONS						
Beurre et MGLA	120 472	121 666	143 283	190 279	230 609	21,2
Poudre 0 % MG	521 292	406 799	646 186	685 917	572 036	-16,6
Poudre grasse	386 150	374 471	388 841	391 660	387 907	-1,0
Fromages	770 651	804 483	721 395	719 642	810 440	12,6
Lactosérum	506 219	534 931	521 442	560 329	585 641	4,5
IMPORTATIONS						
Beurre et MGLA	41 032	43 677	51 848	26 289	22 736	-13,5
Poudre 0 % MG	2 030	5 028	2 299	3 450	3 645	5,7
Poudre grasse	2 738	3 422	1 420	3 938	6 225	58,1
Fromages	79 485	76 828	76 655	61 480	72 937	18,6
Lactosérum	71 296	76 035	93 901	94 728	85 661	-9,6
SOLDE						
Beurre et MGLA	79 440	77 990	91 435	163 990	207 874	
Poudre 0 % MG	519 262	401 771	643 887	682 468	568 391	
Poudre grasse	383 412	371 050	387 420	387 722	381 682	
Fromages	691 166	727 655	644 740	658 162	737 502	
Lactosérum	434 923	458 896	427 541	465 602	499 979	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

1 000 tonnes



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Prix moyen du lait payé au producteur
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

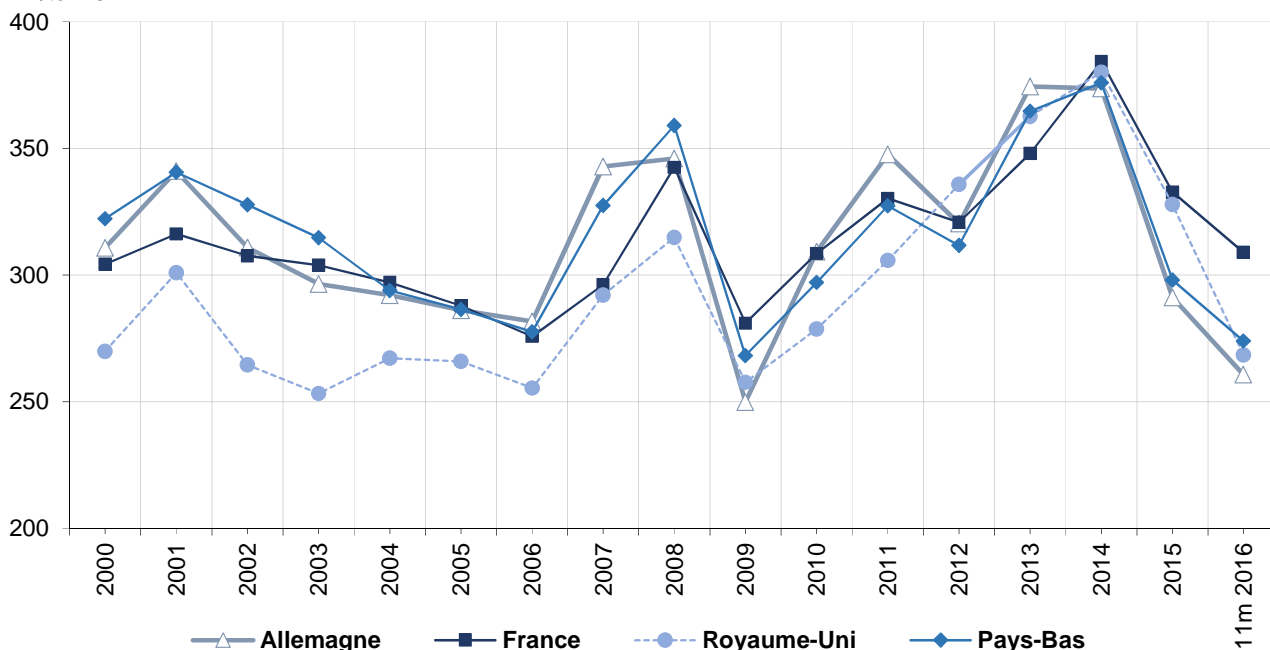
€/tonne	2012	2013	2014	2015	11m 2016	%16/15*
Allemagne	320,3	374,5	373,6	291,2	260,7	-10,4
Autriche	338,7	375,5	394,6	336,7	309,1	-8,0
Belgique	301,1	372,0	360,8	278,8	257,0	-8,0
Danemark	340,0	386,2	397,2	310,3	281,7	-9,3
Espagne	308,7	342,9	352,1	301,3	289,9	-3,8
France	320,8	348,1	384,3	332,8	308,9	-7,3
Irlande	312,2	380,4	373,3	293,4	264,8	-9,7
Italie	369,9	388,0	396,9	346,9	317,9	-8,3
Pays-Bas	311,7	364,7	375,9	298,0	274,0	-7,9
Royaume-Uni	335,8	362,7	380,1	327,9	268,4	-18,6
Hongrie	298,1	323,3	334,2	259,6	233,4	-10,4
Pologne	286,8	317,1	322,2	277,9	254,6	-8,5
République tchèque	297,1	326,6	331,5	273,0	238,0	-13,0
Bulgarie	304,2	336,4	345,9	284,1	267,4	-5,8
Roumanie	270,9	298,4	304,1	260,9	249,7	-4,0
UE 15	332,0	371,4	379,3	314,1	284,6	-9,5
UE 27/28	326,7	364,6	371,9	308,1	279,4	-9,4

* Comparaison sur les 11 premiers mois de l'année

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Prix moyen annuel* du lait payé au producteur

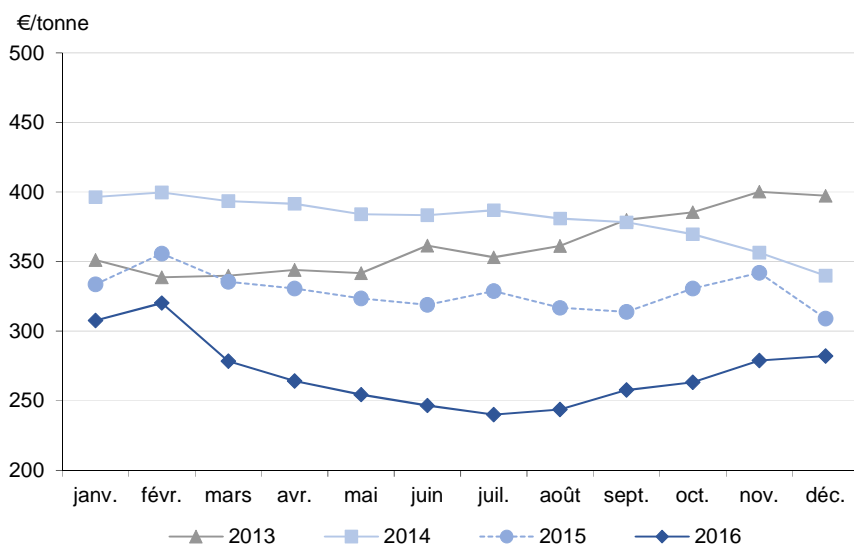
€/tonne



* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

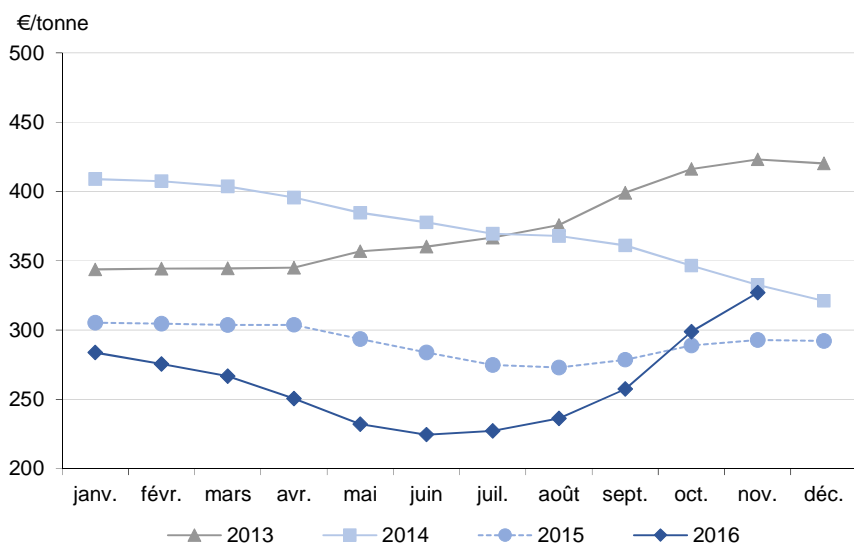
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Royaume-Uni



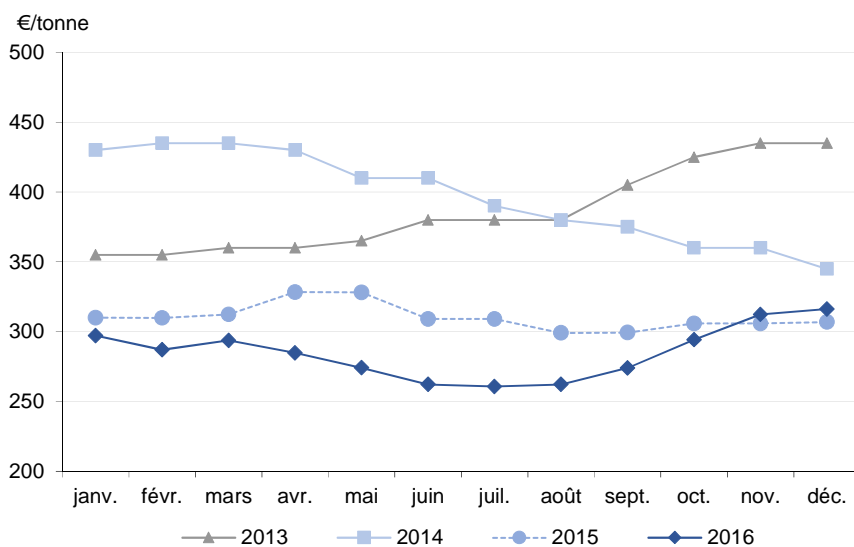
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



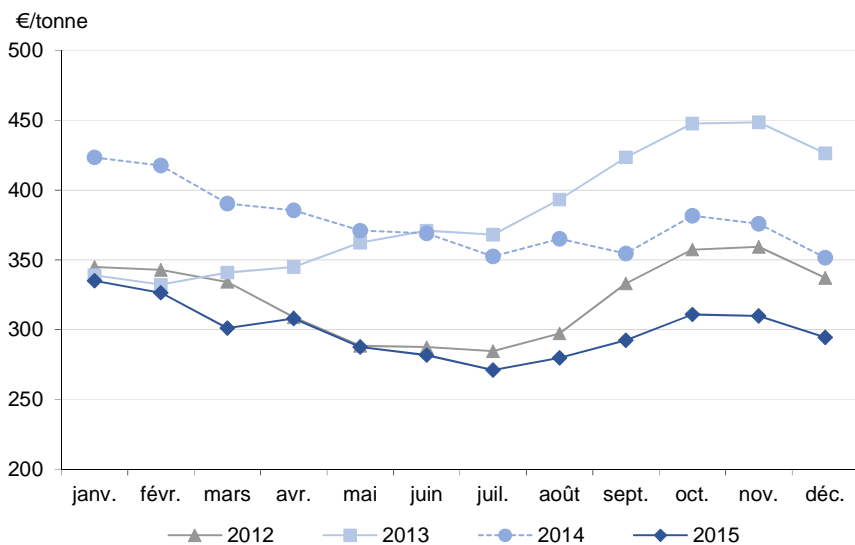
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



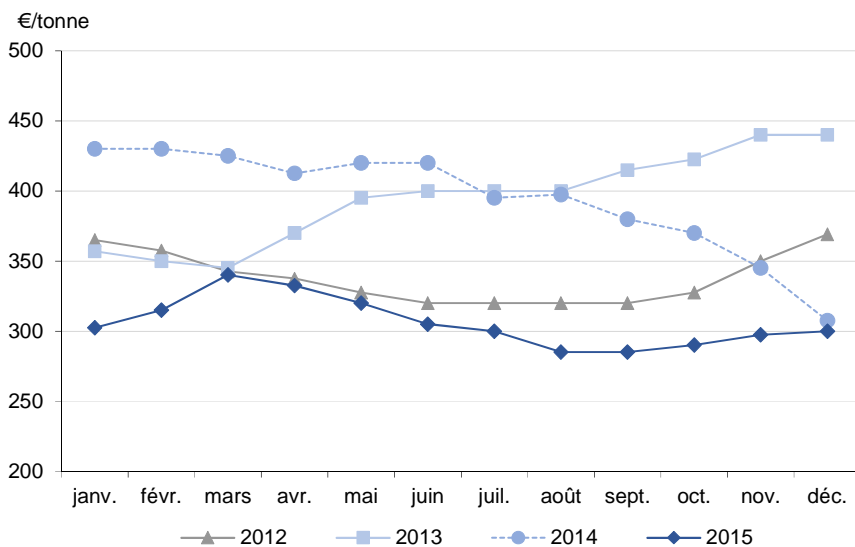
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



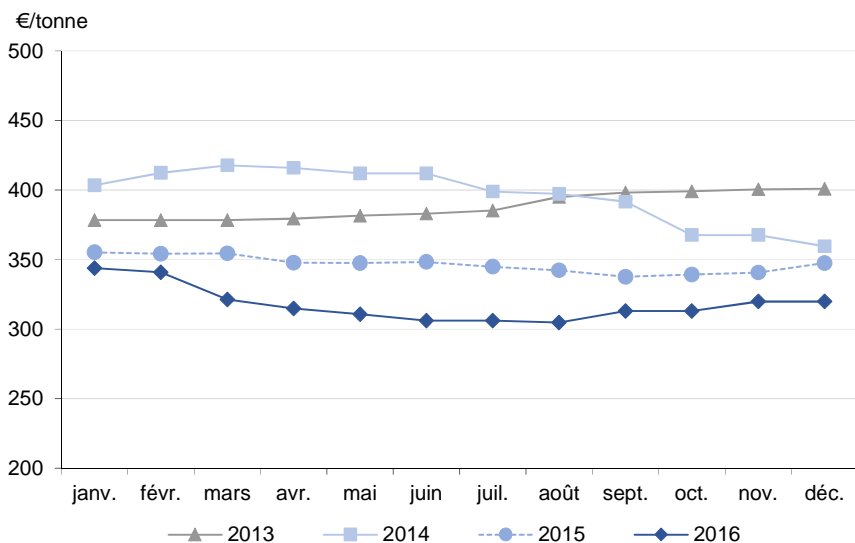
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



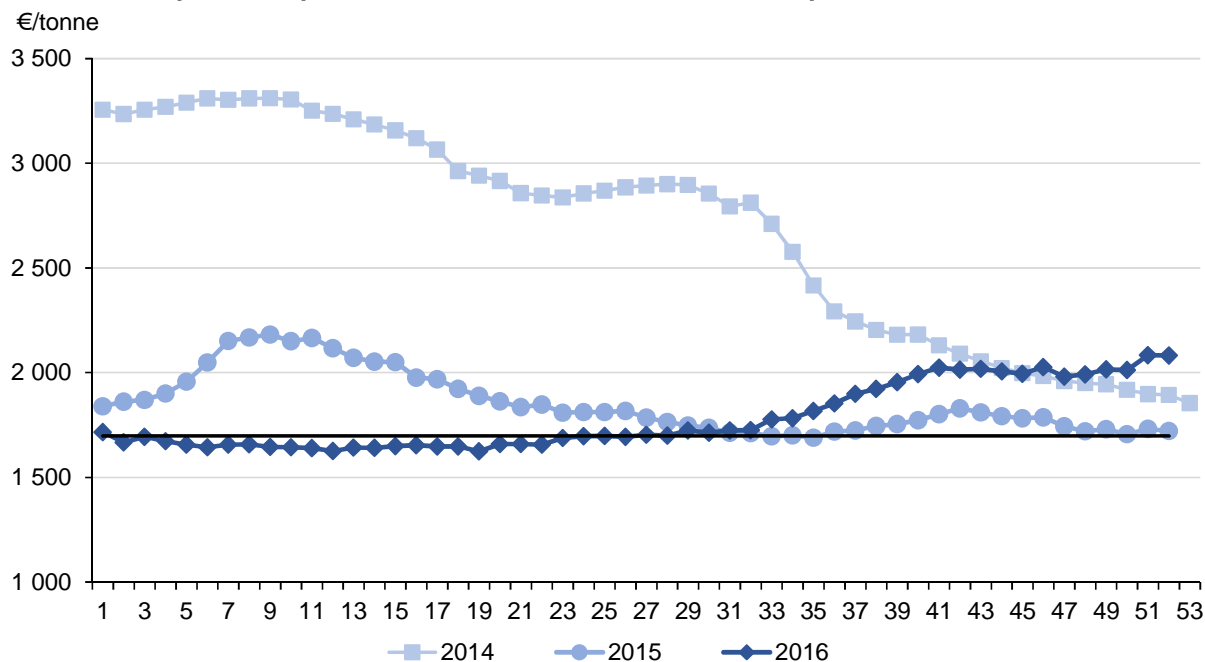
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cours européens des produits industriels

€/tonne	2012	2013	2014	2015	2016	% 16/15
Beurre	2 525,2	3 259,9	3 437,9	3 020,6	3 204,9	6,1
Poudre 0%	2 087,5	3 156,1	2 692,3	1 857,0	1 783,2	-4,0
Poudre 26 %	2 351,6	3 283,1	3 117,8	2 403,9	2 336,3	-2,8
Poudre de lactosérum	725,8	998,1	965,2	754,5	701,9	-7,0
Gouda	2 839,0	3 231,6	3 396,0	2 649,3	2 522,8	-4,8
Cheddar	2 864,8	3 097,1	3 765,1	3 100,2	2 851,6	-8,0
Edam	2 812,3	3 297,4	3 331,4	2 581,1	2 586,4	0,2

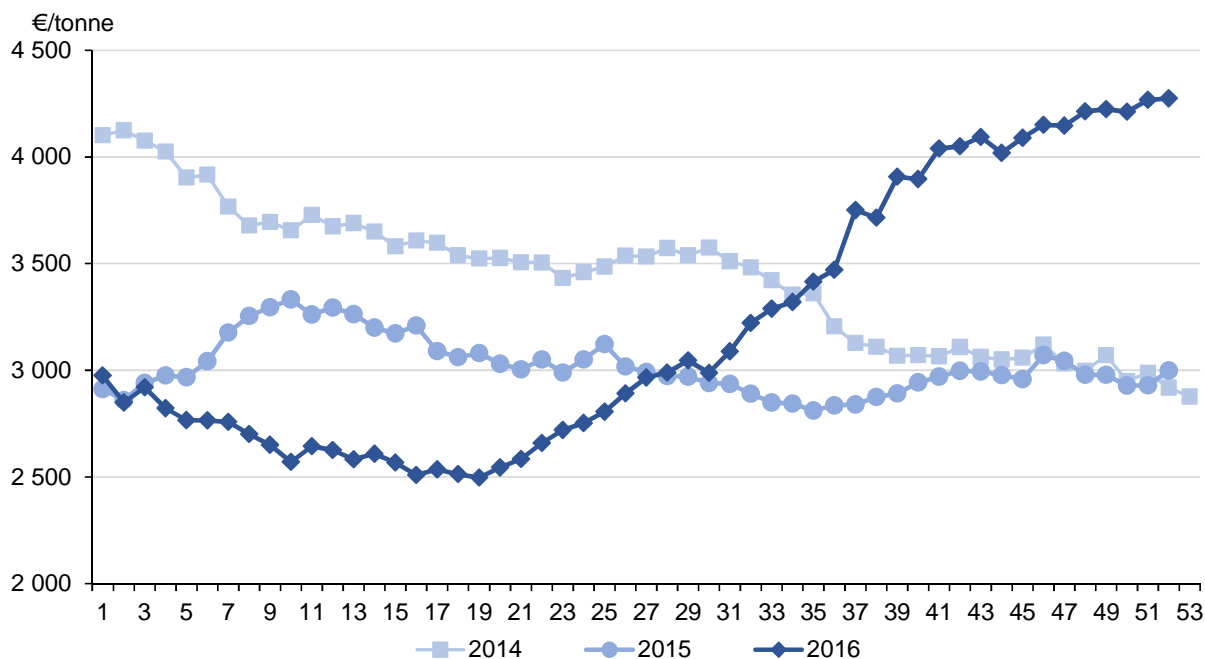
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché français du lait de vache

› La hausse des abattages de vaches a entraîné une réduction du cheptel de femelles laitières

Pour la troisième année consécutive, les abattages de vaches laitières ont augmenté en France. Si la hausse a eu tendance à ralentir en 2016 (+ 4,1 % contre + 7,0 % et + 7,6 % en 2014 et 2015), le niveau des abattages atteint est le plus élevé constaté sur au moins les sept dernières années : environ 28 000 vaches laitières de plus qu'en 2015 ont été réformées cette année. La filière laitière est entrée en milieu d'année 2014 dans une crise qui s'est traduite entre autres par une chute du prix du lait et qui a duré jusqu'en 2016, provoquant des pertes de trésorerie pour les éleveurs laitiers. Face à cette situation, nombre d'entre eux ont été forcés de réformer des vaches pour combler leur baisse de revenu, quand d'autres ont tout simplement été contraints de cesser leur activité.

Le cheptel français de vaches laitières (femelles âgées de plus de 36 mois) a ainsi poursuivi sa décapitalisation. Au 1^{er} janvier 2016, les effectifs de cette catégorie d'âge étaient déjà en repli de 1,4 % par rapport à la même date de l'année précédente. Au 1^{er} novembre 2016, on comptait 2,2 % de femelles de moins qu'un an auparavant (soit 68 500 têtes). L'écart maximal a été atteint en juillet (- 2,6 %, soit - 81 000 têtes). Entre janvier et novembre, si la baisse s'est intensifiée, le troupeau de femelles de plus de 36 mois a cependant été caractérisé par un rajeunissement de ses effectifs. En effet, alors que toutes les classes d'âge étaient en repli en janvier, la catégorie des 36-48 mois s'est étoffée et a retrouvé des niveaux supérieurs à ceux de 2015 à partir du mois de septembre (+ 1 % environ sur septembre- octobre) ; la réduction du nombre de vaches les plus âgées (120 mois et plus) s'est au contraire accentuée au fil des mois.

Dans les catégories des femelles les plus jeunes, les effectifs, comme en 2015, restent en hausse : en octobre 2016, dans la classe de 24-36 mois, ils sont supérieurs de 2,9 % (+ 31 800 têtes) à ce qu'ils étaient un an plus tôt. À la même date, le cheptel de femelles de 12-24 mois est en légère augmentation de 0,3 % (+ 3 400 têtes). Ces évolutions pourraient être la conséquence du développement des pratiques de sexage des semences qui se développent depuis quelques années. Par exemple, en 2015, 52,5 % des veaux nés en race laitière étaient des femelles. En 2016, elles représentaient 53 % des naissances (sur onze mois). Or en 2016, les prix des génisses ont été en repli toute l'année ce qui a pu inciter les éleveurs à conserver leurs génisses et à leur préférer des réformes de vaches. Ces disponibilités en hausse devraient en tous cas permettre un éventuel accroissement des troupeaux si la volonté de relancer la production était d'actualité.

› Le repli de la collecte de lait s'est renforcé au fil des mois...

Au cours des premiers mois de l'année 2016, l'évolution de la collecte française s'est déroulée dans la continuité de ce qui s'était passé sur la fin d'année 2015, c'est-à-dire à la hausse. Sur le 1^{er} trimestre, la production de lait de vache a donc augmenté de 0,8 % (+ 50 500 tonnes). Cette croissance reste modeste comparativement à celle observée dans d'autres États européens : libérés des quotas laitiers, les éleveurs laitiers n'ont pas été limités dans leur production, sauf en France où les contrats avec les entreprises ont cadré la collecte et modéré la croissance. Sur l'ensemble de la campagne 2015/16, les volumes de lait collectés en France se sont élevés à 25,4 millions de tonnes, en hausse de 1,1 % par rapport à la campagne précédente. Le ralentissement de la collecte constaté en mars (- 0,5 %) s'est confirmé au fil des mois. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Tout d'abord, face à la hausse de la collecte mondiale et au repli de la demande à l'exportation pour les produits laitiers, la filière française a choisi de freiner sa production pour limiter le déséquilibre du marché. La chute des prix du lait payés aux producteurs a de plus affaibli les trésoreries des éleveurs, conduisant à des réformes de vaches, voire à des cessations d'activité, ce qui a impacté directement le potentiel de production national. En effet, le prix du lait a poursuivi sa baisse jusqu'au mois de juillet 2016, tombant sous la barre des 300 €/1 000 litres entre mai et juillet (pour le prix réel), avant de repartir à la hausse. De janvier à octobre, il est resté inférieur aux valeurs de 2015 de 15 à 45 €/1 000 litres selon les mois mais a retrouvé le niveau de 2015 au mois de novembre (334 €/1 000 litres). Le repli moyen de 1,9 % des coûts de production (représentés par l'indice Ipampa de l'Idèle) sur la période janvier – novembre 2016 par rapport à la même période de 2015 n'a pas empêché une nouvelle dégradation de la marge des éleveurs laitiers (indice MILC de l'Idèle), pour la seconde année consécutive.

Enfin, la situation climatique a freiné la collecte, avec dans un premier temps les inondations du début de mois de juin dans la moitié nord de la France, puis la sécheresse estivale sur une grande partie du territoire. La pousse de l'herbe et la production de fourrages ont été dégradées, en qualité et en quantité. Compte tenu de leurs difficultés économiques, les éleveurs n'ont pas pu avoir trop recours à des achats extérieurs et ont par conséquent été confrontés à des problèmes pour équilibrer leurs rations. Le repli de la collecte s'est renforcé à partir du mois de septembre (- 6,7 %), chute confirmée en octobre (- 7,4 %) et novembre (- 7,6 %) et qui pourrait se prolonger jusqu'au printemps 2017 et à la remise à l'herbe des animaux.

En cumul sur les onze premiers mois de l'année, la collecte française s'est établie à 22,6 millions de tonnes, en diminution de 2,4 % par rapport à la même période de 2015.

› ... et les fabrications ont suivi les mêmes évolutions

Pour la plupart des produits laitiers, les fabrications ont évolué en 2016 dans le même sens que la collecte, à la baisse, le manque de disponibilités en lait affectant les capacités de fabrication. Parmi les produits de grande consommation, c'est le cas du **lait conditionné** et des **produits ultra-frais** (yaourts, desserts lactés et fromages frais à la cuillère). Pour ces deux catégories de produits, le repli des volumes fabriqués est une poursuite de la tendance observée depuis de nombreuses années et qui est liée à une moindre consommation des français. La baisse s'est néanmoins nettement tassée en 2016 pour le lait de consommation, puisque sur les onze premiers mois, elle n'a été que de 0,7 % (contre - 2,6 % en 2015 par rapport à 2014). Le repli s'est au contraire renforcé sur l'ultra-frais et s'élève à - 2,8 % sur la période janvier-novembre 2016 par rapport à la même période de 2015. Les yaourts et laits fermentés, qui représentent la majorité des volumes, enregistrent une réduction de 3,4 % de leurs fabrications (- 49 900 tonnes) à laquelle s'ajoute celle des fromages blancs (- 5,7 %, soit - 28 000 tonnes) et celle des desserts lactés longue conservation (- 8,3 %, soit - 3 700 tonnes). Malgré un regain de leurs fabrications pour la seconde année consécutive (+ 1,5 %, soit un peu moins de + 8 500 tonnes), les desserts lactés frais ne compensent pas la perte sur les autres produits.

La **crème conditionnée** poursuit son développement : les volumes fabriqués ont augmenté pour la troisième année consécutive. Sur les onze premiers mois, la croissance est de 3,7 % (+ 14 400 tonnes). Contrairement à ce qui avait pu être observé en 2015 et en 2014, la hausse a pu être constatée cette année à la fois sur les crèmes fraîches (mais uniquement allégées, les fabrications de crèmes de 30 % de matière grasse et plus ayant reculé) que les crèmes longue conservation, alors que sur les deux années précédentes seule cette dernière catégorie avait montré un développement.

L'essor des fabrications de **matières grasses solides** a été stoppé en 2016 : les volumes ont diminué de 0,9 % sur onze mois en 2016 (- 3 600 tonnes environ). Cette évolution s'explique notamment par un manque global de matière grasse sur le marché (français mais pas seulement), qui impacté également les fabrications de **fromages**, orientées à la baisse pour la quasi-totalité des familles. Les fromages à pâte molle, qui couvrent les plus gros volumes, ont reculé de 1,1 % (sur onze mois), malgré un léger rebond des fabrications de brie et coulommiers. Le repli a été plus prononcé (- 1,7 %) pour les fromages à pâte pressée cuite. Pour les pâtes à pressée non cuite, la production de fromages dits « ingrédients » (edam, gouda) a retrouvé une tendance haussière (+ 5,2 %), soutenue par une demande à l'exportation, mais n'a pas compensé les reculs sur les autres fromages : pour l'ensemble de cette famille, les fabrications ont diminué de 1,8 %. La famille de fromages en pleine expansion reste les pâtes filées, pour la troisième année consécutive, avec une augmentation des volumes fabriqués de 3,5 % sur la période janvier-novembre 2016.

Les **poudres de lait infantile** ont enregistré une croissance significative (+ 7,1 %, ce qui représente près de 8 000 tonnes supplémentaires) et ont affiché une hausse pour la seconde année consécutive : ces fabrications ont été tirées par une demande dynamique à l'exportation. En revanche, les fabrications de **poudre grasse** ont poursuivi leur chute en 2016 (- 5,4 % sur les poudres à 26 % de matière grasse et plus, soit - 41 400 tonnes sur les onze premiers mois). Après deux années de forte hausse, les fabrications de **poudres de lait écrémé** ont fléchi sur les onze premiers mois de l'année 2016 (- 4,3 %, ce qui représente 17 700 tonnes de moins que sur la même période de 2015). Le marché a été saturé en poudre de lait écrémé, en particulier sur le début de l'année, suite à la hausse de la collecte européenne et au repli de la demande mondiale. Ainsi, malgré un repli des volumes, les opérateurs français ont eu recours à l'intervention pour stocker des poudres de lait écrémé et désengorger le marché : en 2016, ce sont ainsi 66 352 tonnes de poudre de lait écrémé qui ont été mises en stockage public par la France, soit environ 20 % du volume total communautaire.

La mise à l'intervention de la poudre de lait écrémé dès 2015 a permis de stabiliser le prix à parité avec le prix d'intervention depuis le milieu de l'année dernière. L'amélioration de la situation sur le marché mondial (réduction de l'offre, reprise de la demande) a entraîné une amélioration du prix à partir du mois de juillet. Timide, la hausse s'est toutefois confirmée au fil des semaines et jusqu'à la fin de l'année, limitant le repli des cours à 1,4 % en moyenne pour 2016 par rapport à 2015. L'annonce faite par la Commission européenne mi-novembre de la remise sur le marché de poudre de lait écrémé à partir du 13 décembre a d'abord entraîné un décrochage des prix, qui n'a cependant été que temporaire.

L'évolution des cours des autres produits industriels (poudre grasse, beurre et lactosérum) a été similaire, à savoir des cours très bas sur la première moitié de l'année dans la continuité de 2015, suivis d'une inversion de tendance sur la seconde moitié de l'année. La remontée des cours a été plus ou moins prononcée néanmoins selon les produits. Les cours du beurre ont par exemple connu une progression rapide et marquée, dépassant les plus hauts niveaux observés en 2013 et passant même la barre des 4 500 €/tonne à la fin du mois de novembre. Sur l'ensemble de l'année, ils sont établis en moyenne 8 % au-dessus des valeurs de 2015. Pour la poudre grasse, les cours sont restés en moyenne annuelle inférieurs de 0,8 % à ceux de l'année précédente ; ils ont cependant affiché une croissance modérée mais continue sur tout le second semestre. Le

rebond concernant les cours du lactosérum a été brusque et bref, sur juillet et août ; les prix se sont ensuite stabilisés à un niveau supérieur de 250 à 330 €/tonne à celui de 2015.

› Les échanges de produits laitiers se sont dégradés en valeur

En 2016, le solde des échanges français de produits laitiers s'est établi à 3,4 milliards d'euros et a reculé de 7,4 % par rapport à 2015, ce qui représente environ 276 millions d'euros de moins. Cette dégradation est due à celle des exportations, dont la valeur a diminué de 4,3 % (soit 296 millions d'euros). Alors que les échanges avec les pays tiers s'étaient développés en 2015, la tendance s'est inversée cette année (- 22 %), tandis que les échanges avec les autres pays membres de l'Union européenne ont retrouvé un léger dynamisme (+ 1,2 %) après plusieurs années consécutives de baisse.

Le solde des échanges de **lait conditionné** s'est amélioré de 23 % en 2016, comparativement à 2015, atteignant 234 millions d'euros : la demande des pays tiers, et notamment de l'Asie, a en effet permis de développer les exportations. Les échanges de **poudres de lait infantile** poursuivent leur développement, que ce soit avec les pays tiers ou les pays européens : le solde du commerce de ce produit a progressé de 5,5 % (+ 27,6 millions d'euros), pour atteindre 531 millions d'euros en cumul sur onze mois. Enfin, même si elle reste déficitaire, la balance commerciale des échanges de **lait concentré** s'est améliorée sur la même période (+ 20,3 %, soit + 10,7 millions d'euros), grâce à un repli plus prononcé des importations que des exportations, une évolution à relativiser puisque sur ce produit, les échanges ont en fait été moins dynamiques qu'en 2015.

Les évolutions ont été différentes sur la plupart des autres produits laitiers et notamment les produits industriels les plus échangés, avec une détérioration du solde du commerce. C'est notamment le cas pour les **poudres de lait écrémé**, dont le solde en valeur a reculé de 24,3 % (- 119 millions d'euros) en 2016 et celui en volume de 19,1 % (- 48 milliers de tonnes). Ce résultat est la conséquence d'un repli des exportations, aussi bien vers les pays tiers que vers l'Union européenne, combiné à une augmentation des importations. Alors que les approvisionnements de l'Algérie en poudre de lait écrémé française ont été stables sur les huit premiers mois de l'année, la demande est repartie à la hausse à partir du mois de septembre, avec la revalorisation du prix du pétrole. Sur onze mois, les exportations françaises vers l'Algérie ont ainsi augmenté de 46 %, atteignant leur plus haut niveau sur les quatre dernières années. Cette croissance n'a cependant pas compensé les moindres ventes vers les autres principaux clients de la France, pays asiatiques (Indonésie, Chine, Malaisie) ou africains (Égypte).

Les exportations de **poudre grasse** ont conservé le même niveau qu'en 2015 (en volume) en moyenne sur l'année, entre un repli vers l'Union européenne et une croissance vers les pays tiers. Dans le même temps, les importations ont légèrement fléchi, ce qui a conduit à une amélioration du solde des échanges sur ce produit de 1,4 %. Cependant, malgré cette progression en volume, et en raison de la baisse des cours sur la première moitié de l'année, le solde en valeur s'est dégradé de 23 millions d'euros (- 13,8 %). Les ventes de poudre grasse française ont reculé vers le principal client, l'Algérie (- 9,3 %), mais d'autres débouchés ont permis d'écouler des volumes supplémentaires, en Asie (Chine, Singapour) et en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali).

Pour les **fromages**, le solde du commerce s'est également détérioré en valeur (- 3,5 %, soit - 58 millions d'euros), en raison de moindres exportations vers les pays de l'Union européenne, alors que les ventes ont poursuivi leur développement vers les pays tiers. Cette diminution du solde en valeur s'explique par une réduction des volumes (- 1,7 %) échangés, en particulier avec l'Union européenne, en raison d'une croissance des fabrications de fromages au sein du marché communautaire. Les exportations se sont améliorées vers pays tiers grâce à la demande des États-Unis (+ 8,1 %) et du Japon (+ 15,1 %), les ventes ayant été plus difficiles avec l'Arabie saoudite et la Corée du Sud. Les importations françaises de fromage ont reculé de 1 % 2016 par rapport à 2015, en particulier en provenance des États membres de l'Union européenne (- 1,6 %).

Après une année 2015 où le solde du commerce de **beurre** s'était significativement amélioré, la situation s'est inversée en 2016 : le déficit s'est creusé en volume (- 13,5 %, soit - 12 600 tonnes) comme en valeur (- 8,5 %). Cette évolution est à mettre au compte exclusivement des échanges au sein du marché communautaire (- 10 % en valeur), alors que le solde avec les pays tiers a poursuivi son amélioration (+ 12 %) : les exportations se sont accrues avec tous les principaux destinataires de beurre français, grâce à une demande dynamique sur ce produit sur une grande partie de l'année.

› La consommation des ménages français continue à s'effriter

La consommation nationale n'a pas permis de compenser les éventuels déficits de demande à l'exportation. En effet, les achats des ménages (mesurés par Kantar Worldpanel) ont diminué pour la plupart des produits laitiers en 2016. La baisse observée sur les laits de consommation n'est pas nouvelle mais elle s'est intensifiée en 2016 (- 2,8 %, et même - 5,5 % sur les seuls laits UHT demi-écrémé standard, produit le plus souvent

consommé). Le repli s'est également prolongé sur les produits ultra-frais (- 0,8 %) et notamment sur les yaourts (- 1,0 %) et les fromages frais (- 2,3 %) alors que les volumes de desserts lactés frais se sont raffermis (+ 0,8 %) : ce produit résiste mieux que les autres ultra-frais, et ce déjà depuis quelques années.

Le dynamisme des achats de beurre et de crème avait montré les premiers signes de fléchissement en 2015 ; ils se sont confirmés en 2016. En effet, les achats de matières grasses solides ont reculé de 2,1 % : cette évolution est toutefois à nuancer car elle est due principalement à la margarine (- 10,1 %) et aux matières grasses allégées (- 4,0 %) alors que le beurre a représenté les mêmes quantités achetées par les ménages que l'année précédente. La consommation de crème a quant à elle diminué de 1,4 %, avec là aussi des différences selon les produits : la crème longue conservation semble mieux résister (- 0,5 %), alors que les replis sont plus significatifs sur la crème fraîche (- 2,3 %) et la crème aérosol (- 2,6 %), ce dernier produit n'ayant jamais rencontré autant d'engouement que les autres types de crèmes. Seuls les achats de fromages affichent une croissance par rapport à 2015, de 1,4 % pour l'ensemble des fromages au lait de vache, mais avec des évolutions divergentes selon les types de fromages. Comme pour les fabrications, ce sont les pâtes filées qui tirent les volumes à la hausse, notamment la mozzarella (+ 9,1 %) ; les achats de coulommiers et de raclette progressent légèrement (respectivement + 0,6 % et + 0,5 %). Comté et emmental se maintiennent aux mêmes niveaux que l'année précédente, tandis que le camembert est plutôt orienté à la baisse (- 1,4 %). Les prix de vente au détail des matières grasses solides et de la crème se sont raffermis en 2016, respectivement de 1,0 % et 0,8 %. La plus forte hausse a été constatée pour le lait conditionné (+ 2,6 %). Tous les produits ultra-frais ont en revanche vu leurs prix de vente au consommateur se replier en 2016, les plus fortes baisses ayant concerné les yaourts (- 1,3 %). Si en moyenne les prix des fromages de vache sont restés à peu près stables (- 0,6 %), le coulommiers a perdu 1,9 % de sa valeur moyenne de 2015 quand la mozzarella et le comté ont été revalorisés. Les prix de la raclette et de l'emmental sont restés en moyenne identiques à ceux de l'année précédente.

› Le lait biologique : une filière toujours dynamique mais une dégradation de la collecte en fin d'année

Dans la filière du lait de vache biologique, l'année 2016 s'est déroulée dans la continuité de la précédente. Elle a donc été caractérisée par une demande dynamique, une collecte en progression et de fait un relatif bon équilibre entre l'offre et la demande.

La progression de la **collecte** est toutefois à nuancer. En effet, si elle a été très prononcée au cours des premiers mois de l'année (+ 7,5 % sur le 1^{er} trimestre par rapport au 1^{er} trimestre 2015), la tendance s'est progressivement tassée (+ 3,4 % sur la période avril-août) avant de s'inverser brusquement à partir de septembre (- 10,8 %). Ce fort repli s'est confirmé au cours des deux mois suivants. La sécheresse de l'été et le manque de fourrages ont entraîné des difficultés pour conserver des rations équilibrées pour les vaches et une chute de la production de lait. L'impact a été d'autant plus grand dans la filière biologique que les contraintes sur l'alimentation des animaux sont importantes et les substitutions difficiles. En cumul sur onze mois, la collecte de lait de vache biologique s'est élevée à 509 millions de litres en 2016, un niveau équivalent à celui de 2015. Néanmoins, le repli pourrait se poursuivre jusqu'au printemps 2017 et la collecte sur l'ensemble de l'année 2016 devrait finalement être en repli par rapport à 2015.

Les **fabrications** de produits de grande consommation se sont développées en 2016 (seules les fabrications de poudre affichent un léger repli, de 0,3 %, sur les onze premiers mois de l'année). Après une réduction en 2015, les fabrications de lait liquide conditionné ont progressé de 2,0 % pour atteindre leur plus haut niveau (235,8 milliers de tonnes). Si les volumes restent plus modérés sur les autres produits de grande consommation, les évolutions sont néanmoins particulièrement dynamiques : + 8,9 % sur les yaourts et laits fermentés, + 42,8 % sur les desserts lactés frais, + 22,5 % sur la crème conditionnée, + 13,3 % sur le beurre, + 9,6 % sur les fromages frais et + 7,2 % sur les autres fromages.

La hausse des fabrications n'a pas entraîné de déséquilibre du marché car la **consommation**, représentée ici par les achats des ménages, a évolué dans le même sens tout au long de l'année et pour l'ensemble des produits. Les croissances s'élèvent de 6,4 % (pour le lait conditionné) à 26 % (pour les fromages). Ces évolutions sont d'autant plus notables que les achats des ménages de produits laitiers (toutes origines confondues) sont en repli pour tous les produits (exception faite des fromages), même pour ceux qui jusque-là résistaient bien à la baisse de la consommation (beurre et crème).

Finalement, les évolutions parallèles de l'offre (collecte, fabrications) et de la demande (consommation) ont permis de soutenir les **prix** du lait payés aux producteurs. Ainsi, le prix du lait bio standard s'est inscrit tout au long de l'année sur des niveaux supérieurs de 8 à 31 euros à ceux de 2015, pour un prix moyen sur onze mois de 429,5 €/1 000 l, en augmentation de 4,0 % par rapport à la moyenne de 2015 sur la même période (+ 17 €/1 000 l). Le constat est le même sur le prix réel, sauf pour le mois d'octobre, où le prix appliqué a été inférieur de 1 euro à celui d'octobre 2015. Néanmoins, en moyenne sur onze mois, le prix réel du lait bio a atteint 452,3 €/1 000 l (+ 2,3 %).

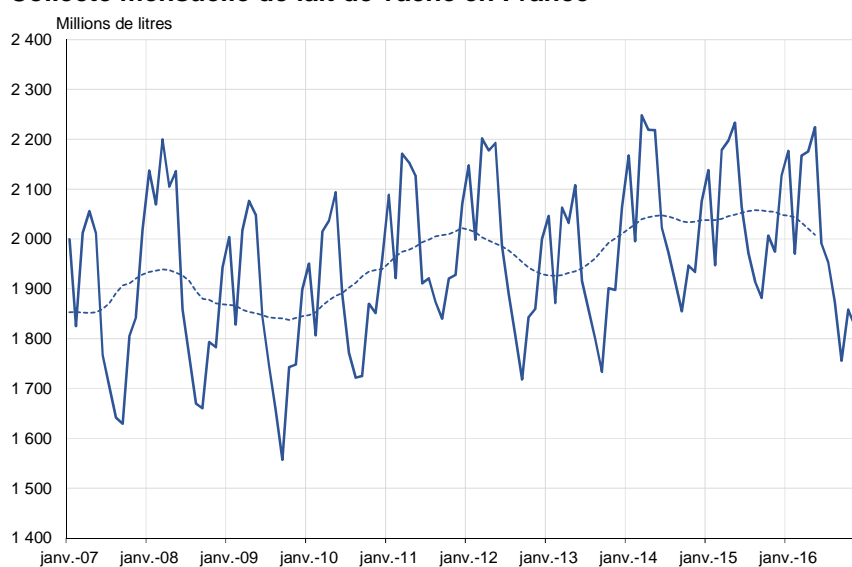
Collecte française de lait de vache

1 000 l	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Janvier	2 147 435	2 046 428	2 167 712	2 137 983	2 176 518	1,8
Février	1 998 515	1 871 671	1 995 680	1 947 607	1 970 621	1,2
Mars	2 201 685	2 063 013	2 248 402	2 178 512	2 167 483	-0,5
Avril	2 177 713	2 032 419	2 219 227	2 197 386	2 175 679	-1,0
Mai	2 192 678	2 108 068	2 218 403	2 233 347	2 224 369	-0,4
Juin	1 986 336	1 915 861	2 022 689	2 063 933	1 990 361	-3,6
Juillet	1 889 445	1 856 949	1 972 865	1 971 725	1 952 678	-1,0
Août	1 805 171	1 799 174	1 914 662	1 914 706	1 873 152	-2,2
Septembre	1 717 947	1 733 157	1 855 074	1 881 658	1 755 881	-6,7
Octobre	1 843 239	1 901 175	1 946 842	2 006 710	1 858 356	-7,4
Novembre	1 859 619	1 897 921	1 933 885	1 974 677	1 825 535	-7,6
Décembre	1 999 972	2 063 545	2 075 492	2 126 981	1 978 092	-7,0
Total	23 819 756	23 289 381	24 570 933	24 635 225	23 948 725	-2,8
Cumul 11 mois	21 819 784	21 225 836	22 495 441	22 508 244	21 970 633	-2,4

* Estimation pour le mois de décembre

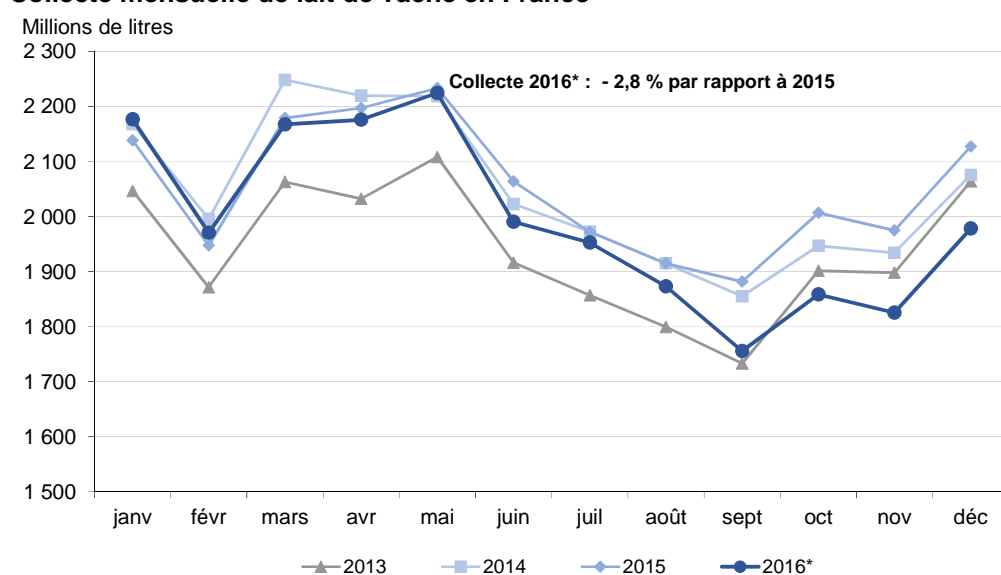
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP (nouvelle enquête mensuelle à partir de 2013)

Collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France



* Estimations pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

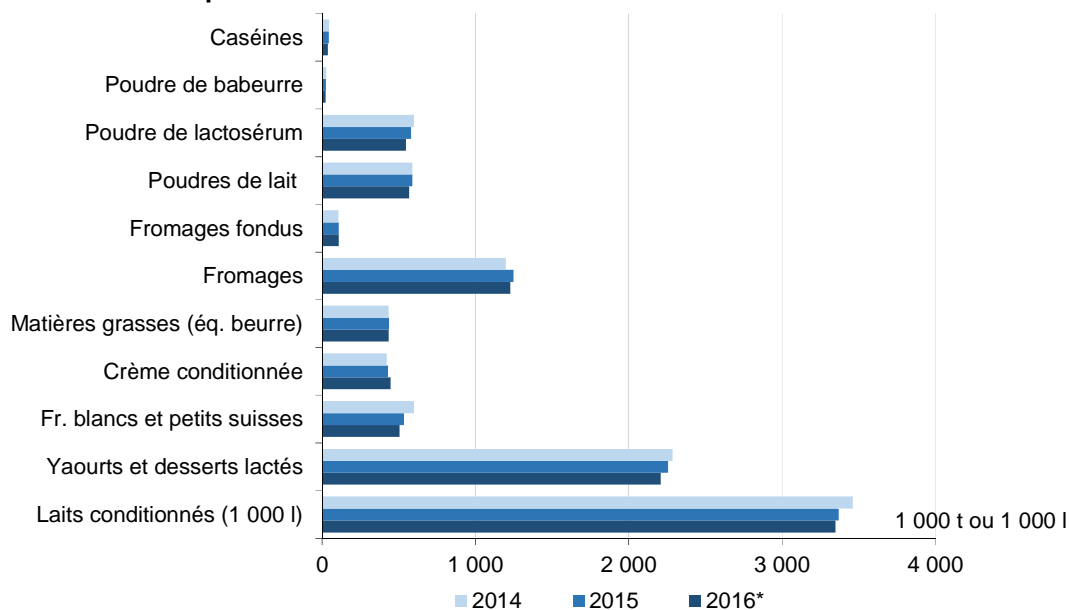
Fabrications de produits laitiers en FranceAgriMer

1 000 t ou 1 000 l	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Laits conditionnés (1 000 l)	3 610	3 460	3 370	3 348	-0,7
Lait UHT (1 000 l)	3 352	3 214	3 126	3 105	-0,7
Yaourts et desserts lactés	2 347	2 286	2 257	2 208	-2,2
Yaourts et laits fermentés	1 673	1 621	1 576	1 522	-3,4
Desserts lactés frais	630	624	633	642	1,5
Desserts lactés de conserve	44	41	49	45	-8,3
Fr. blancs et petits suisses	593	598	535	504	-5,7
Crème conditionnée	404	422	430	446	3,7
Crème fraîche	173	167	166	169	1,6
Crème longue conservation	231	255	263	276	5,1
Matières grasses (éq. beurre)	401	433	437	433	-0,9
Beurre	342	366	371	370	-0,4
Fromages	1 194	1 198	1 249	1 227	-1,7
PPC	331	343	335	329	-1,7
<i>dont Emmental</i>	256	261	252	247	-1,8
PPNC	254	247	251	246	-1,8
Pâtes molles	431	422	416	411	-1,1
<i>dont Camembert</i>	103	97	93	90	-3,6
Pâtes fraîches	66	71	127	118	-7,1
Pâtes persillées	38	38	38	38	-0,4
Pâtes filées	74	77	82	85	3,5
Fromages fondus	109	107	109	107	-1,3
Poudres de lait	473	589	589	569	-3,4
Poudre de lait 0% MG	301	401	411	397	-3,4
Poudre réengraissée	38	42	46	40	-12,1
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	42	44	42	46	9,8
Poudre de lait >26 % MG	92	102	90	85	-5,4
Poudre de lactosérum	606	599	580	547	-5,7
Poudre de babeurre	25	26	24	23	-6,9
Caséines	38	46	44	37	-15,6

* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications de produits laitiers en France



* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Commerce français de produits laitiers

Exportations (1 000 t)	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Lait Liquide	944	903	956	963	983	2,1
<i>Conditionné</i>	358	353	349	339	376	11,0
<i>Vrac</i>	586	550	607	624	607	-2,7
Yaourts et laits fermentés	511	483	454	423	418	-1,1
<i>Yaourts</i>	304	281	259	225	229	1,7
Crème	291	277	243	257	203	-21,0
<i>Conditionnée</i>	75	74	71	81	89	9,9
<i>Vrac</i>	216	203	172	176	114	-35,4
Fromages	675	698	672	681	672	-1,4
<i>Pâtes pressées cuites</i>	41	41	36	38	40	5,0
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	43	48	48	65	63	-2,5
<i>Pâtes molles</i>	171	170	173	170	175	2,8
<i>Pâtes fraîches</i>	234	248	231	238	216	-9,2
<i>Fromages fondus</i>	62	65	66	65	69	6,7
Beurre & MGLA	88	79	100	108	99	-7,8
Poudre de lait écrémé	222	165	253	280	238	-14,9
Poudre de lait entier	77	78	86	85	85	-0,3
Poudre de lactosérum	318	332	328	322	342	6,3

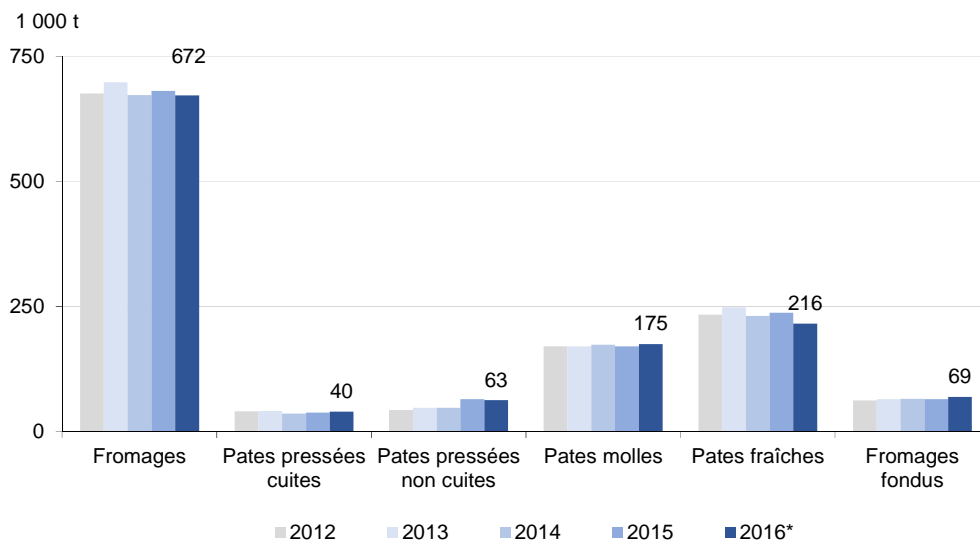
Importations (1 000 t)	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Lait Liquide	408	385	367	395	291	-26,4
<i>Conditionné</i>	233	213	209	233	175	-24,9
<i>Vrac</i>	175	172	158	162	116	-28,6
Yaourts et laits fermentés	100	88	87	82	84	2,6
<i>Yaourts</i>	51	46	47	46	48	4,8
Crème	161	153	163	144	158	9,8
<i>Conditionnée</i>	88	80	87	80	87	8,4
<i>Vrac</i>	73	73	76	64	71	11,6
Fromages	282	288	303	334	330	-1,0
<i>Pâtes pressées cuites</i>	46	43	50	54	58	7,2
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	42	42	42	69	64	-8,0
<i>Pâtes molles</i>	5	5	4	3	4	19,8
<i>Pâtes fraîches</i>	63	69	75	86	87	1,6
<i>Fromages fondus</i>	33	34	34	36	35	-1,6
Beurre & MGLA	164	187	207	201	205	2,1
Poudre de lait écrémé	39	34	25	29	35	22,1
Poudre de lait entier	24	29	36	38	37	-2,5
Poudre de lactosérum	90	87	84	66	70	6,5

Solde (1 000 t)	2012	2013	2014	2015	2016*
Lait Liquide	536	518	590	568	692
<i>Conditionné</i>	125	140	140	106	201
<i>Vrac</i>	411	378	449	462	491
Yaourts et laits fermentés	411	395	367	341	334
<i>Yaourts</i>	253	235	212	180	181
Crème	130	124	80	113	45
<i>Conditionnée</i>	-13	-6	-16	1	2
<i>Vrac</i>	143	130	96	112	43
Fromages	394	410	369	348	342
<i>Pâtes pressées cuites</i>	-5	-3	-14	-16	-18
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	1	5	5	-5	-1
<i>Pâtes molles</i>	165	165	169	167	171
<i>Pâtes fraîches</i>	171	179	156	152	128
<i>Fromages fondus</i>	29	31	32	29	34
Beurre & MGLA	-76	-107	-107	-93	-106
Poudre de lait écrémé	182	130	228	251	203
Poudre de lait entier	54	50	50	47	47
Poudre de lactosérum	228	244	243	256	272

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

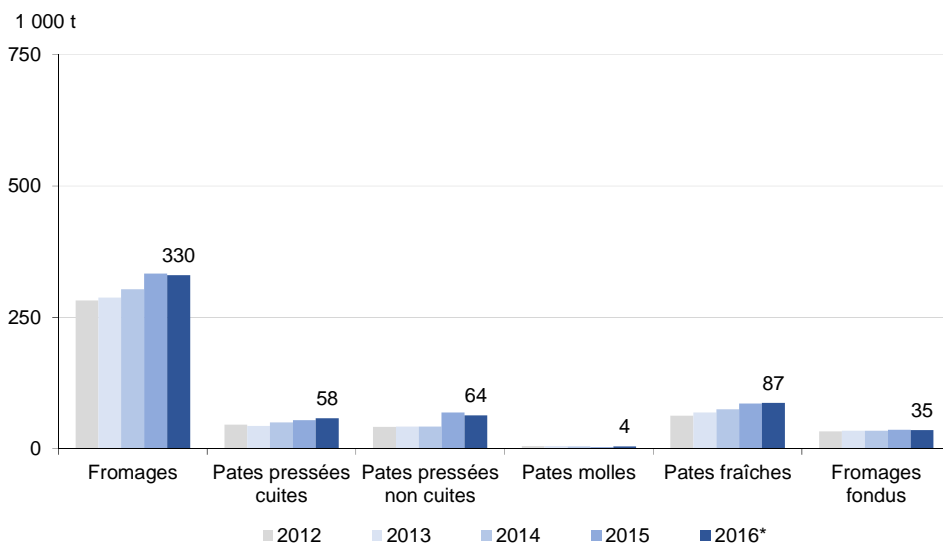
Exportations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

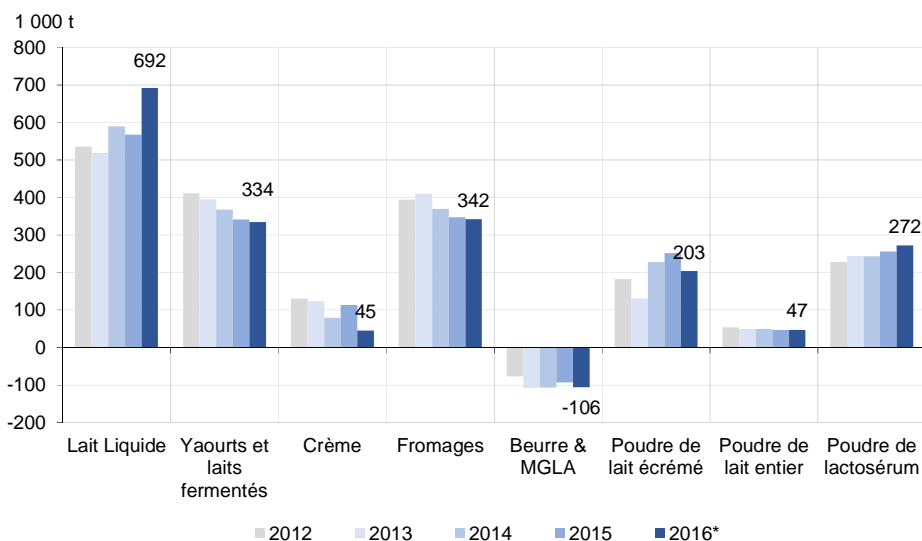
Importations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

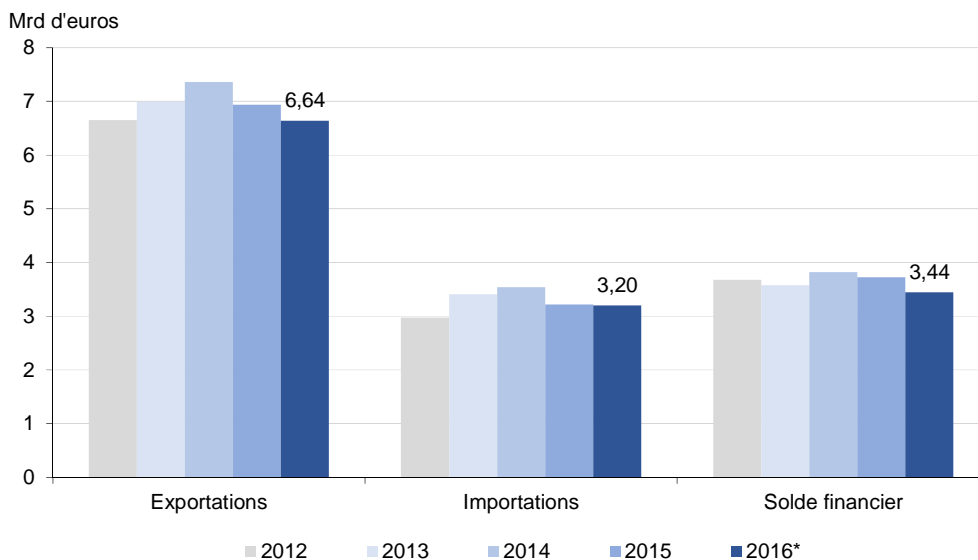
Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers

Millions d'euros	2012	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Exportations						
Lait liquide	395	421	435	384	380	-1,0
Yaourts et laits fermentés	628	615	600	543	545	0,2
Crème	258	268	261	258	256	-0,7
Fromages	2 886	3 014	3 043	3 013	2 966	-1,6
Beurre et MGLA	315	320	401	396	374	-5,6
Poudre de lait écrémé	512	477	721	551	430	-22,0
Poudre de lait entier	236	280	314	260	231	-11,1
Poudre de lactosérum	409	473	448	387	326	-15,7
Autres	1 015	1 122	1 136	1 144	1 133	-1,0
Total produits laitiers	6 653	6 989	7 360	6 937	6 641	-4,3
Importations						
Lait liquide	183	205	209	194	146	-24,8
Yaourts et laits fermentés	110	106	108	98	102	4,0
Crème	296	331	324	250	277	10,6
Fromages	1 167	1 252	1 350	1 340	1 352	0,8
Beurre et MGLA	516	681	733	612	608	-0,6
Poudre de lait écrémé	90	100	78	63	61	-4,2
Poudre de lait entier	63	82	107	95	89	-6,2
Poudre de lactosérum	127	134	136	87	84	-4,0
Autres	421	521	493	477	479	0,4
Total produits laitiers	2 972	3 412	3 539	3 217	3 197	-0,6
Solde financier						
Lait liquide	211	216	226	190	234	
Yaourts et laits fermentés	518	509	491	445	442	
Crème	-38	-64	-63	8	-21	
Fromages	1 719	1 762	1 693	1 673	1 614	
Beurre et MGLA	-201	-360	-333	-216	-234	
Poudre de lait écrémé	422	377	644	488	369	
Poudre de lait entier	173	198	207	165	142	
Poudre de lactosérum	282	338	312	300	242	
Autres	594	602	643	667	653	
Total produits laitiers	3 681	3 577	3 821	3 720	3 444	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers



* Estimations

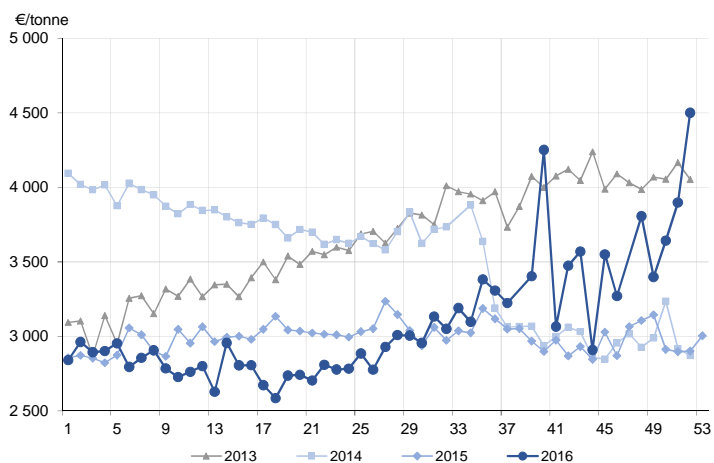
Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2012	2013	2014	2015	2016	% 16/15
Beurre vrac industriel	3 165	3 657	3 531	2 995	3 077	2,7
Poudre 0 % MG	2 368	3 046	2 645	1 841	1 817	-1,3
Poudre 26 % MG	2 753	3 542	3 076	2 418	2 398	-0,8
Poudre de lactosérum	909	960	886	650	644	-1,0

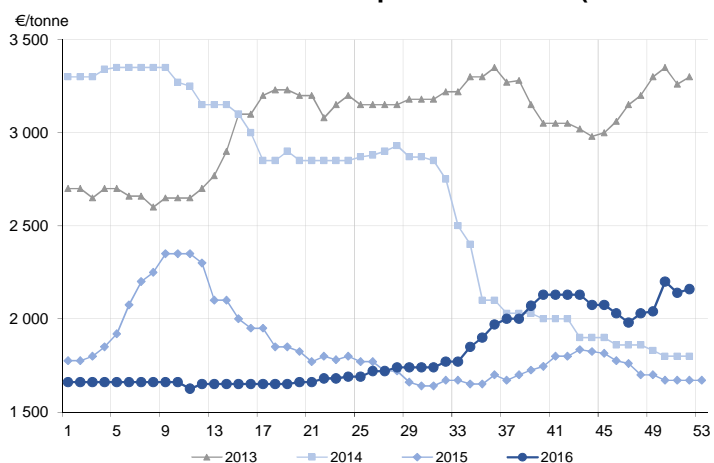
Source : FranceAgriMer et ATLA

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



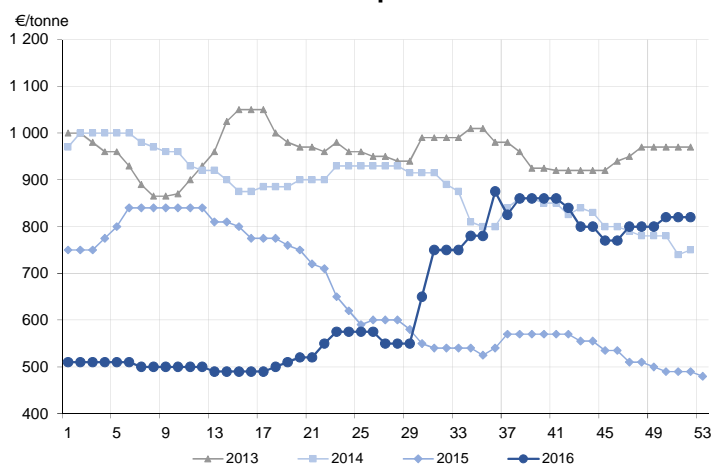
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

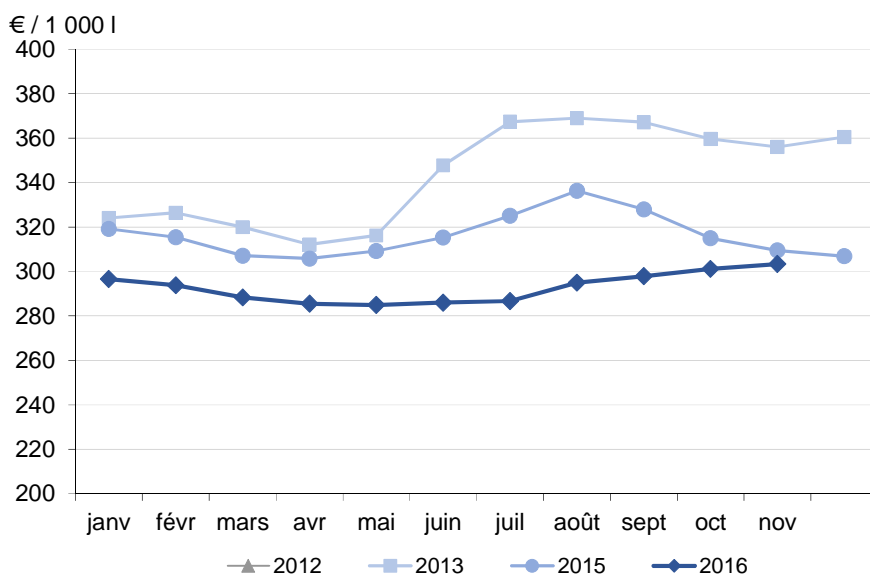
Prix du lait de vache réel payé aux producteurs

€/1000l	2012	2013	2014	2015	2016	% 16/15
Janvier	360,60	343,77	410,26	339,48	315,25	-7,1
Février	363,49	346,53	405,42	336,46	311,24	-7,5
Mars	345,46	338,90	386,29	323,63	308,32	-4,7
Avril	317,76	331,98	364,26	321,33	302,99	-5,7
Mai	316,73	341,71	363,01	320,72	299,19	-6,7
Juin	338,05	362,49	380,60	325,36	296,11	-9,0
Juillet	340,72	376,84	391,21	332,04	294,03	-11,4
Août	334,75	378,85	402,96	348,50	303,46	-12,9
Septembre	336,91	387,16	407,84	348,62	311,01	-10,8
Octobre	325,17	381,35	381,57	340,83	326,31	-4,3
Novembre	326,82	385,31	367,30	333,46	334,35	0,3
Décembre	320,23	389,68	355,88	327,82		
Année	335,59	362,98	384,28	332,76	308,93	-7,3*

* Évolution calculée sur 11 mois 2016 / 11 mois 2015

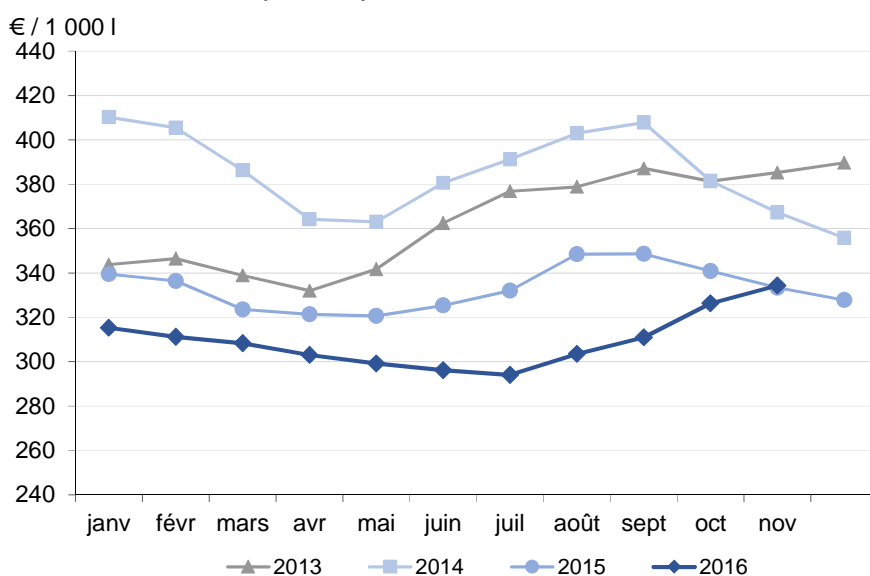
Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait réel)



Source : FranceAgriMer

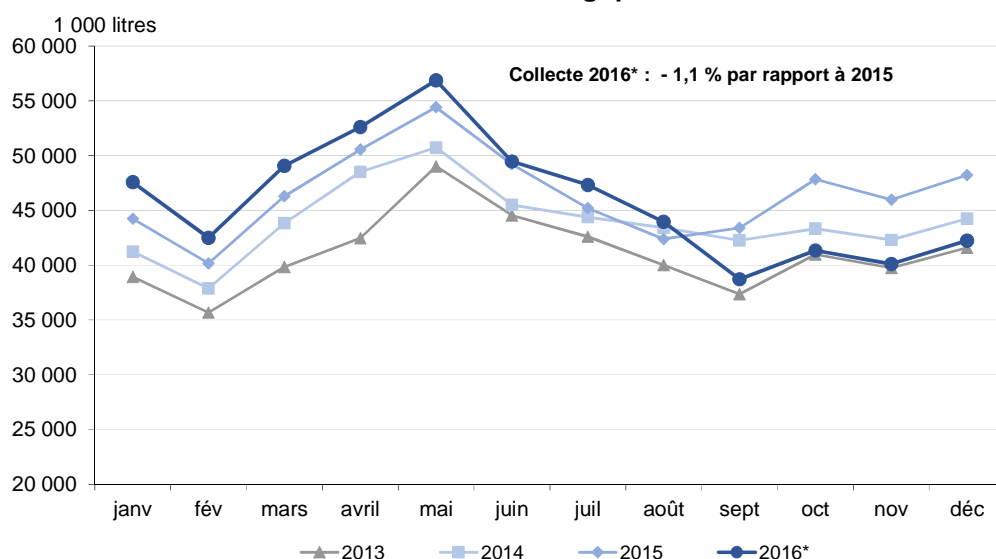
Collecte de lait de vache biologique en France

1 000 l	2013	2014	2015	2016*	% 16*/15
Janvier	38 931	41 232	44 230	47 560	7,5
Février	35 665	37 872	40 163	42 494	5,8
Mars	39 839	43 831	46 290	49 048	6,0
Avril	42 465	48 506	50 548	52 602	4,1
Mai	49 006	50 738	54 399	56 862	4,5
Juin	44 546	45 490	49 212	49 461	0,5
Juillet	42 598	44 374	45 197	47 322	4,7
Août	40 020	43 406	42 378	43 967	3,7
Septembre	37 355	42 251	43 398	38 720	-10,8
Octobre	40 987	43 336	47 843	41 344	-13,6
Novembre	39 743	42 292	45 978	40 100	-12,8
Décembre	41 594	44 251	48 213	42 243	-12,4
Total	492 749	527 579	557 849	551 723	-1,1
Cumul 11 mois	451 155	483 328	509 636	509 480	0,0

* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

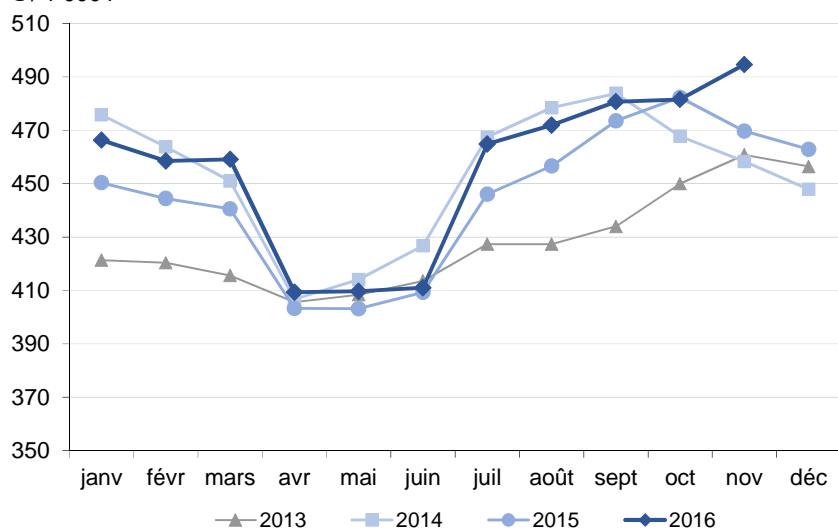
Évolution de la collecte de lait de vache biologique



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Prix du lait de vache biologique (lait réel)

€/ 1 000 l



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des produits laitiers par les ménages français

€/kg	2012	2013	2014	2015	2016	%16/15
Produits issus de lait de vache conventionnel						
Lait liquide	0,76	0,78	0,79	0,80	0,82	2,4
Yaourt	1,97	1,94	2,00	2,01	1,99	-1,3
Fromages	8,71	8,77	8,93	8,89	8,85	-0,4
Fromages frais	2,59	2,59	2,57	2,55	2,54	-0,2
Beurre	5,75	5,78	5,77	5,84	5,95	1,9
Crème	3,09	3,13	3,17	3,13	3,15	0,6
Produits issus de lait de vache biologique						
Lait liquide	1,15	1,09	1,06	1,05	1,07	2,5
Yaourt	3,18	3,21	3,15	3,05	2,86	-6,4
Fromages	10,56	10,03	9,90	10,27	10,87	5,9
Fromages frais	4,13	4,18	4,21	4,46	4,32	-3,2
Beurre	8,42	8,16	8,13	7,88	7,70	-2,4
Crème	5,86	5,72	5,66	5,39	5,29	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

